



L'ACTION NON VIOLENTE EN FAVEUR DU CHANGEMENT SOCIAL



REVUE ÉLECTRONIQUE DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS

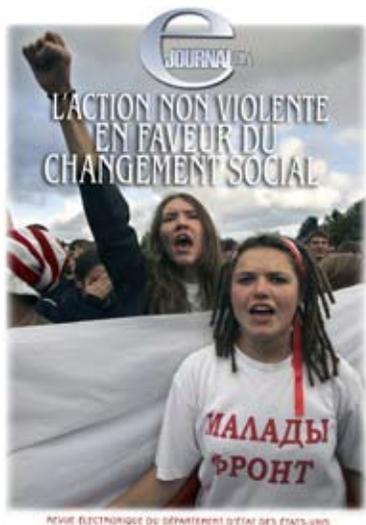


DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS / MARS 2009/
VOLUME 14 / NUMÉRO 3

<http://www.america.gov/publications/ejournalusa.html>

Programmes d'information internationale

Coordonnateur	Jeremy Curtin
Directeur de la publication	Jonathan Margolis
Conception	George Clack
Rédacteur en chef	Richard Huckaby
Directeur de la rédaction	Bruce Odessey
Chef de la production	Christian Larson
Chef adjointe de la production	Chloe Ellis
Version Internet	Janine Perry
Révision	Kathleen Hug
Photographies	Maggie Johnson Sliker
Page de couverture	Diane Woolverton
Documentation	Anita Green
Traduction	Service linguistique IIP/AF
Maquette de la version française	Africa Regional Services, Paris



Page de couverture: À l'occasion du 15^e anniversaire de l'accession à l'indépendance de la Biélorussie en 2006, des jeunes brandissent un drapeau pendant un concert de rock à Minsk. Le tee-shirt de la jeune fille porte l'inscription «Front des jeunes».

Le Bureau des programmes d'information internationale du département d'État des États-Unis publie une revue électronique mensuelle sous le logo *eJournal USA*. Ces revues examinent les principales questions intéressant les États-Unis et la communauté internationale ainsi que la société, les valeurs, la pensée et les institutions des États-Unis.

Publiée d'abord en anglais, la revue mensuelle est suivie d'une version en espagnol, en français, en portugais et en russe. Certains numéros sont également traduits en arabe, en chinois et en persan. Toutes les revues sont cataloguées par volume et par numéro.

Les opinions exprimées dans les revues ne représentent pas nécessairement le point de vue ou la politique du gouvernement des États-Unis. Le département d'État des États-Unis n'est nullement responsable du contenu ou de l'accessibilité des sites Internet indiqués en hyperlien ; seuls les éditeurs de ces sites ont cette responsabilité. Les articles, les photographies et les illustrations publiés dans ces revues peuvent être librement reproduits ou traduits en dehors des États-Unis, sauf mention explicite de droit d'auteur, auquel cas ils ne peuvent être utilisés qu'avec l'autorisation du titulaire du droit d'auteur indiqué dans la revue.

Les numéros les plus récents, les archives ainsi que la liste des revues à paraître sont disponibles sous divers formats à l'adresse suivante :

<http://www.america.gov/publications/ejournalusa.html>.

Veillez adresser toute correspondance au siège de l'ambassade des États-Unis de votre pays ou bien à la rédaction :

Editor, *eJournal USA*
IIP/PUBJ
U.S. Department of State
301 4th Street SW
Washington, DC 20547
États-Unis d'Amérique

Courriel : eJournalUSA@state.gov

Avant-propos



Des Roumains manifestent contre le terrorisme en 2004.

© AP Images/Vadim Ghirda

Mohandas Gandhi et Martin Luther King et leurs adeptes n'ont pas accepté passivement l'oppression ni un statut inférieur. Ils ont appliqué activement des méthodes pratiques et non violentes pour libérer leurs semblables.

Depuis trente ans, on observe à travers le monde l'apparition de nombreux mouvements non violents qui cherchent à défendre les droits de l'homme et à renverser les dictateurs. À l'aide de campagnes d'information, du boycottage et d'autres tactiques, les manifestants ont montré que l'action non violente pouvait être plus puissante qu'une insurrection armée pour susciter le changement dans le domaine social.

La tradition intellectuelle anglo-américaine de la non-violence remonte à plusieurs siècles; elle s'est répandue parmi de petits et de grands groupes aux États-Unis et à l'étranger. De nos jours, des organisateurs de groupes sociaux aux États-Unis aident des gens à défendre leurs droits auprès des collectivités locales. Dans le monde entier, des particuliers sont à la tête de mouvements non violents qui défendent diverses causes, notamment la protection des forêts, le déminage et l'instruction des enfants.

Grâce à l'Internet, les réseaux sociaux donnent aux gens des moyens encore plus puissants pour susciter le changement, comme le président Barack Obama l'a montré lors de sa campagne électorale en 2008.

« Chaque fois que l'on augmente la capacité d'un groupe à communiquer avec un autre, on change leur capacité d'agir ensemble », déclare un spécialiste de l'Internet, Clay Shirky, dans l'un des articles de la revue.

Selon de récentes études scientifiques, ces mouvements non violents sont profondément enracinés dans l'esprit humain. Par exemple, la guerre ne serait pas un élément génétiquement déterminé de la nature humaine. La théorie des jeux suggère que la coopération n'est pas naturelle non plus, mais que dans certaines conditions les gens apprennent à coopérer pour le plus grand profit de tous.

Les auteurs des articles de la présente revue affirment tous que la violence armée n'est pas toujours nécessaire pour obtenir des changements positifs et qu'il convient de donner une chance à la non-violence.

La rédaction



DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS / MARS 2009 / VOLUME 14 / NUMÉRO 3
<http://www.america.gov/publications/ejournalusa.html>

L'action non violente en faveur du changement social

Les raisons du succès de la non-violence

4 Le pouvoir de l'action non violente

STEPHEN ZUNES, PROFESSEUR DE SCIENCES POLITIQUES DE L'UNIVERSITÉ DE SAN FRANCISCO
Les révoltes armées ont un coût humain très élevé. Les mouvements non violents du type « pouvoir populaire » ont attiré l'attention sur la répression officielle et gagné le soutien des sceptiques.

9 Le concept de la non-violence à travers l'histoire des États-Unis

IRA CHERNUS, PROFESSEUR DE RELIGION DE L'UNIVERSITÉ DU COLORADO À BOULDER
Enracinées dans l'Europe du XVI^e siècle, les traditions intellectuelles de philosophie et d'action non violentes se sont développées aux États-Unis aux XIX^e et XX^e siècles avant de gagner l'Asie et l'Afrique.

Susciter le changement social au niveau local

13 Le rôle des organisateurs de groupes sociaux

KATHY PARTRIDGE, DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'ASSOCIATION INTERFAITH FUNDERS
Une multitude d'Américains font appel à des organisateurs de groupes sociaux pour apprendre à faire pression sur les pouvoirs publics pour qu'ils agissent dans un domaine donné.

18 La campagne électronique ou comment recruter des bénévoles et gagner des électeurs

DAVID TALBOT, CORRESPONDANT EN CHEF DE *TECHNOLOGY REVIEW*
La victoire de Barack Obama en 2008 a confirmé la puissance extraordinaire de l'Internet en matière d'élection, qu'il s'agisse de recueillir des fonds ou de recruter une armée de bénévoles.

23 Des moyens de communication au service du militantisme

CLAY SHIRKY, PROFESSEUR DE L'UNIVERSITÉ DE NEW YORK
De nouveaux moyens de communication suppriment les obstacles aux protestations collectives et font changer le monde.

Les solutions issues d'études scientifiques

27 Finira-t-on par venir à bout de la guerre ?

JOHN HORGAN, DIRECTEUR DU CENTER FOR SCIENCE WRITINGS, INSTITUT DE TECHNOLOGIE STEVENS
La guerre ne fait pas partie de la condition naturelle de l'homme. La civilisation favorise des moyens moins violents d'effectuer des changements.

32 Le dilemme du prisonnier et autres possibilités

DAVID BARASH, PROFESSEUR DE PSYCHOLOGIE DE L'UNIVERSITÉ DE WASHINGTON
La théorie des jeux montre que la coopération est souvent préférable à l'affrontement, même si la première option n'est pas toujours facile à mettre en œuvre.

Sept personnes qui changent le monde

35 L'action de militants contemporains

HOWARD CINCOTTA, CORRESPONDANT SPÉCIAL, AMERICA.GOV
Il n'y a pas de formule toute faite pour susciter un changement social constructif dans un monde aussi complexe et pluriel que le nôtre. Nous rendons ici hommage à sept personnes qui montrent le moyen de favoriser ce genre de changement.

43 Bibliographie, filmographie et sites Internet (en anglais)

Les raisons du succès de la non-violence

Le pouvoir de l'action non violente

Stephen Zunes



© AP Images/Greg English

Les mouvements populaires, comme celui-ci en Tchécoslovaquie en 1989, ont contribué à renverser de nombreux régimes autoritaires.

Les révoltes armées ont un coût humain très élevé. Les mouvements non violents du type « pouvoir populaire » ont attiré l'attention sur la répression officielle et gagné le soutien des sceptiques.

Stephen Zunes est professeur de sciences politiques à l'université de San Francisco. Il est le principal co-auteur de l'ouvrage Nonviolent Social Movements (Blackwell, 1999) et préside le comité des conseillers universitaires de l'International Center on Nonviolent Conflict.

Les campagnes d'action non violente font partie de la vie politique depuis des millénaires. On y a eu recours afin de protester contre les abus d'autorité, d'exiger des réformes sociales, de demander la fin du colonialisme et de lutter contre le militarisme et toutes les formes de discrimination.

Mohandas Gandhi, en Inde, et Martin Luther King, aux États-Unis, qui étaient tous deux brillants stratèges et guides spirituels, furent sans doute les chefs les plus emblématiques de ce genre de mouvement. Leur engagement en faveur de la non-violence ne reflétait pas seulement leur conviction qu'il s'agissait de la méthode de lutte la plus efficace : ils avaient également un profond sens de l'éthique, solidement ancré dans la foi. Toutefois, leur engagement revêtait un caractère exceptionnel à bien des égards. La grande majorité des mouvements de non-violence, et leurs responsables, ne sont pas des pacifistes par nature : ils mettent la non-violence au service de leurs combats.

Quoi qu'il en soit, les affrontements non violents des dernières décennies ont non seulement permis de réaliser d'importantes réformes politiques et sociales en faisant progresser la cause des droits de l'homme, mais



Black Star/Bob Fitch

Martin Luther King et Mohandas Gandhi ont adopté la non-violence tant comme principe que comme stratégie.

aussi de renverser des régimes totalitaires et contraint des dirigeants à changer la nature même de leurs méthodes de gouvernement. La résistance non violente a donc évolué. D'une stratégie ponctuelle reposant sur des valeurs éthiques ou religieuses, elle est devenue une méthode de lutte réfléchie, voire institutionnalisée.

Les trente dernières années ont été marquées par un développement remarquable de l'opposition non violente aux dictateurs. Les mouvements non violents de pouvoir populaire ont été les promoteurs d'avancées démocratiques dans une soixantaine de pays durant cette période et ont imposé des réformes fondamentales dans plusieurs d'entre eux. D'autres protestations, bien qu'écrasées par le pouvoir, ont néanmoins causé de sérieux problèmes aux despotes.

Ces protestations non violentes manifestent la décision des mouvements organisés de résistance populaire

à renoncer à l'usage des armes de la guerre moderne soit par principe, soit par nécessité.

À la différence des mouvements politiques classiques, les campagnes de non-violence font appel à des tactiques autres que les moyens classiques du changement que sont les campagnes électorales et les groupes de pression. Ces tactiques vont des grèves au boycottage en passant par les manifestations populaires, l'occupation des lieux publics, le refus de payer l'impôt, la destruction des symboles de l'autorité gouvernementale (par exemple les cartes d'identité), le refus d'obéir aux ordres (par exemple les ordonnances de couvre-feu) et la création d'institutions parallèles de légitimation politique ou d'organisation sociale.

LES RAISONS DU SUCCÈS DE LA NON-VIOLENCE

Pendant de très nombreuses années, on a pensé que les régimes autocratiques ne pouvaient être renversés que par une révolte populaire armée ou par une intervention militaire étrangère. Il est désormais de plus en plus clair que l'action non violente peut s'avérer plus efficace que la violence. Une étude universitaire récente consacrée à 323 campagnes de lutte pour l'autodétermination et le renversement de régimes totalitaires au cours du siècle dernier montre que les principales campagnes non violentes ont abouti dans 53 % des cas, alors que les campagnes faisant appel à la violence n'ont réussi que dans 26 % des cas (Maria J. Stephan et Eric Chenoweth, « Why Civil Resistance Works: The Logic of Nonviolent Conflict », *International Security*, volume 33, n° 1 – Été 2008.)

Plusieurs raisons expliquent pourquoi certains insoumis ont renoncé à la lutte armée pour se faire les chantres de la non-violence. Une première raison est le coût sans cesse grandissant de l'insurrection armée. Les moyens techniques mis au point au cours des dernières années ont donné aux forces du statu quo un avantage grandissant, leur permettant d'anéantir ou de neutraliser les rébellions armées. Par ailleurs, la victoire d'un mouvement révolutionnaire armé s'accompagne souvent du déplacement de nombreux habitants, de la destruction d'exploitations agricoles, de villages et d'une grande partie de l'infrastructure du pays, de la ruine de l'économie et de désastres pour l'environnement. Le coût humain de la rébellion armée risque donc d'être insupportable.

Une autre raison du choix de la non-violence est que les mouvements armés qui renversent les dictatures

ont une fâcheuse propension à ne pas mettre en place un régime démocratique, pluraliste et indépendant à même de susciter le développement économique et social et de promouvoir le respect des droits de l'homme. Cette propension est souvent due à des facteurs tels qu'une contre-révolution, des catastrophes naturelles, l'intervention de pays étrangers et d'autres circonstances échappant au contrôle du mouvement populaire victorieux.

Le choix de la lutte armée pour accéder au pouvoir a toutefois tendance à accentuer ces problèmes et à créer des désordres nouveaux. D'une part, la lutte armée favorise souvent le culte du secret au sein d'une petite élite qui ne croit pas en la démocratie et qui tolère mal le pluralisme. Bien souvent, des désaccords qui pourraient être résolus de manière pacifique dans un cadre non militarisé dégénèrent en luttes de clans meurtrières. Certains pays ont été victimes de coups d'État militaires ou de guerres civiles peu après que les mouvements révolutionnaires eurent chassé les colonisateurs ou les dictateurs locaux. D'autres se sont mis entre les mains de puissances étrangères, afin qu'elles leur fournissent les armes nécessaires pour rester au pouvoir.

D'autre part, la résistance armée a tendance à contrarier les indécis, qui se réfugient alors auprès du pouvoir en place pour obtenir une certaine sécurité. Les insurrections violentes permettent également au gouvernement de justifier ses activités de répression. Inversement, les opposants au pouvoir reçoivent le soutien de l'opinion publique lorsque le gouvernement utilise la force contre des mouvements de résistance non armée. Ce phénomène a été comparé à l'aïkido : comme dans cet art martial, l'opposition au pouvoir utilise la force de l'État pour aboutir à ses fins.

En outre, grâce au soutien de la majorité de la population dont bénéficient les mouvements populaires, les participants aux campagnes non armées ne se limitent pas aux seuls hommes jeunes et en bonne santé qui forment l'essentiel des rangs des guérillas armées. La résistance non armée favorise également la création d'institutions parallèles, qui sapent l'autorité du pouvoir en place et qui forment la base d'une nouvelle structure de gouvernement autonome et démocratique.

La résistance armée se prend souvent à son propre piège en légitimant l'utilisation de méthodes répressives. Les régimes totalitaires se félicitent d'ailleurs souvent de la violence de l'opposition et vont parfois jusqu'à l'encourager par l'intermédiaire d'agents provocateurs, car

elle justifie la répression de l'État. En revanche, le recours à la violence de la part de l'État à l'encontre de dissidents désarmés marque souvent un tournant dans la rébellion non violente. La violence exercée à l'égard de manifestants pacifiques peut être le fait générateur qui transforme des protestations occasionnelles en insurrection générale.

DIVISER POUR RÉGNER

Les mouvements de résistance non armée sèment en outre la division dans les rangs des partisans du pouvoir. Les méthodes à employer pour mettre fin à la résistance non violente font rarement l'unanimité chez les détenteurs du pouvoir, qui sont mieux équipés pour écraser les révoltes armées. L'usage de la violence envers un mouvement pacifique peut souvent remettre en cause chez la population et chez les élites la légitimité du gouvernement en place, qui hésite donc à utiliser la force contre des mouvements non violents. En outre, certains groupes favorables au gouvernement s'inquiètent moins des conséquences d'un compromis avec les dissidents lorsque la résistance est non violente.

Les mouvements non armés peuvent également profiter des défections ou de la résignation de forces militaires ou de police démotivées, alors que les insurrections armées donnent une légitimité à l'appareil répressif de l'État, qui s'imagine être le défenseur de la société civile. La force morale de la non-violence joue un rôle essentiel dans la capacité d'un mouvement d'opposition à faire évoluer le sentiment des parties au cœur de la problématique, à savoir la population, les élites politiques et l'armée. Ces mêmes parties n'ont en revanche aucune difficulté à approuver l'usage de la force contre les insurrections violentes.

La résistance non violente est efficace non seulement pour semer la zizanie chez les partisans du statu quo et démotiver les forces de l'ordre, mais aussi pour interpeller la nation dans son ensemble, voire les États étrangers, comme ce fut le cas en Afrique du Sud lors de la lutte contre l'apartheid. Télévisées dans le monde entier, les images de manifestants pacifiques, y compris des Blancs, des membres du clergé et d'autres citoyens modèles, ont donné une légitimité aux forces de lutte contre l'apartheid et déstabilisé le gouvernement sud-africain plus efficacement que la rébellion armée n'avait su le faire. La montée en puissance de la résistance non violente dans le pays s'est accompagnée de pressions extérieures prenant la forme de sanctions économiques et d'autres manifestations

de la solidarité de la communauté internationale, augmentant ainsi le coût du maintien de l'apartheid.

Le développement de l'interdépendance mondiale explique que l'opinion publique en dehors de la zone en cause joue un rôle souvent aussi important dans les conflits que la population locale. Tout comme Gandhi s'était adressé aux Britanniques de Manchester et de Londres, les dirigeants du mouvement des droits civiques aux États-Unis se sont adressés à l'ensemble du pays, et notamment au gouvernement du président John Kennedy.

La dissidence au sein du bloc soviétique a été portée à la connaissance du monde entier par la télévision, légitimant ainsi des manifestations locales qui n'apparaissaient plus comme des événements isolés organisés par des instables. Lors du mouvement populaire de soulèvement contre Ferdinand Marcos en 1986, les médias de divers pays ont joué un rôle fondamental dans la décision du gouvernement américain de réduire son soutien au dictateur philippin. À la fin des années 1980, la répression violente exercée par Israël lors des manifestations non violentes de la première intifada des Palestiniens s'est traduite par une vague de soutien sans précédent à la lutte palestinienne contre l'occupation militaire israélienne. Comme l'a fait remarquer l'intellectuel américano-palestinien Rashid Khalidi, les Palestiniens « ont enfin réussi à faire comprendre à l'opinion mondiale la réalité de l'oppression dont ils sont victimes ».

Élément dynamique de la résistance non violente, la création de structures parallèles établit une base morale et pratique qui contribue aux efforts de changement social radical. Les structures parallèles de la société civile vident progressivement de tout sens les systèmes de contrôle de l'État, comme le montrent les exemples vécus en l'Europe de l'Est jusqu'aux événements de 1989.

Aux Philippines, Ferdinand Marcos n'a pas perdu le pouvoir en 1986 en raison d'une défaite de ses forces armées ou d'une invasion du palais de Malacañang, mais parce qu'il a perdu le soutien nécessaire au maintien de son autorité, le palais devenant finalement le seul endroit qu'il pouvait réellement contrôler. Le jour même de son investiture pour un nouveau mandat présidentiel, Corazon Aquino, veuve d'un rival assassiné de Marcos, était intronisée symboliquement présidente du peuple. La plupart des Philippins savaient que l'élection de Marcos avait été irrégulière, et la majorité de la population s'est ralliée à la présidente Aquino plutôt qu'au président Marcos. Ce transfert d'allégeance d'une source d'autorité

et de légitimité à une autre est l'un des éléments clés du succès de tout soulèvement non violent.

Lorsqu'une révolution non violente se déroule avec succès, et avec un soutien populaire suffisant, l'autorité politique peut être soustraite à l'État et transférée à des institutions parallèles de la société civile, dont l'efficacité et la légitimité augmentent progressivement. L'État devient alors de plus en plus impuissant et de plus en plus inutile, les institutions parallèles assumant progressivement une part grandissante de la fonction gouvernementale, en fournissant des services à la population et en créant des équivalents fonctionnels aux institutions de l'État.

DES MOUVEMENTS ANCRÉS DANS LA TRADITION LOCALE

Les dirigeants de l'ex-Union Soviétique et de certains régimes totalitaires d'Europe de l'Est ont contesté la légitimité des groupes d'opposition qui allaient prendre part à ce que l'on appellera plus tard les révolutions des fleurs, sous prétexte que ces groupes auraient reçu une aide financière de la part de fondations financées par des États occidentaux. Ils ont notamment fait valoir que ces mouvements en faveur de la démocratie auraient en fait participé à des coups d'État déguisés, fomentés par les États-Unis et par d'autres pays occidentaux. Ces financements ne sont pas plus à même de susciter une révolution démocratique que le soutien matériel et financier soviétique aux mouvements communistes ne l'avait été au cours des décennies précédentes, lorsque l'URSS cherchait à provoquer des révolutions armées. Un défenseur birman des droits de l'homme a déclaré, en faisant allusion à la tradition séculaire de résistance populaire dans son pays, qu'un étranger serait tout aussi inutile pour apprendre au peuple birman à organiser une campagne d'agitation non violente que celui qui chercherait à « apprendre à une grand-mère comment éplucher des oignons ».

Quelles que soient leurs idéologies, les révolutions sont le produit de certaines conditions objectives. Aucune somme d'argent ne peut inciter des centaines de milliers de personnes à quitter leur travail, leur maison, leur école et leur famille pour faire face à des chars d'assaut et à des forces de police armées jusqu'aux dents. Une motivation sincère est indispensable.

L'histoire montre que les puissances étrangères provoquent les changements de régime par des invasions militaires, par des coups d'État et par d'autres méthodes violentes de prise du pouvoir, en général dans le but

d'installer un régime minoritaire et non démocratique. En revanche, les mouvements populaires non violents provoquent les changements de régime en mobilisant les majorités favorables à la démocratie.

Aucun État étranger et aucune organisation non gouvernementale étrangère ne sauraient inventer de formule passe-partout : chaque pays a une histoire, une culture et une dynamique politique qui lui sont propres. De même, aucun État étranger et aucune organisation non gouvernementale étrangère ne sauraient recruter ou mobiliser en masse les forces populaires requises pour créer un mouvement capable de remettre en cause l'ordre politique établi, voire de renverser un gouvernement.

Ce sont donc les organismes démocratiques de la société civile qui, par leur action délibérément non violente, offrent le meilleur espoir pour l'établissement de la liberté et de la démocratie dans les pays totalitaires, et non les luttes armées ou les interventions de puissances étrangères. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne représentent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

Le concept de la non-violence à travers l'histoire des États-Unis

Ira Chernus



© Bettman/Corbis

Dans les années 1960, les manifestations non violentes contre la guerre du Vietnam ont suivi l'exemple du mouvement des droits civiques aux États-Unis.

Enracinées dans l'Europe du XVI^e siècle, les traditions intellectuelles de philosophie et d'action non violentes se sont développées aux États-Unis aux XIX^e et XX^e siècles avant de gagner l'Asie et l'Afrique.

Ira Chernus est professeur de religion à l'université du Colorado à Boulder et auteur d'un ouvrage sur la non-violence aux États-Unis intitulé en anglais American Nonviolence: The History of an Idea.

Quand les gens veulent opérer un changement social, ils doivent décider s'ils choisiront la non-violence afin d'atteindre leurs buts. Certains de ceux qui choisissent la non-violence peuvent n'avoir aucune objection de principe à la violence. Ils pensent simplement qu'elle ne leur permettrait pas d'atteindre leurs objectifs, ou ils ont peur d'être blessés, ou encore ils

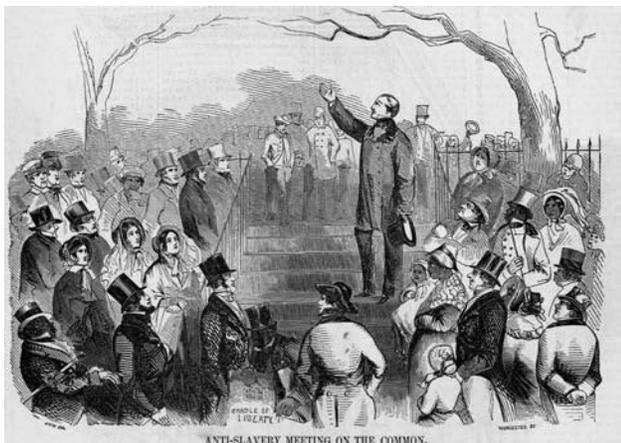
ne parviennent pas à persuader les autres de se joindre à eux dans la violence. Il s'agit chez eux d'une non-violence pratique ou pragmatique.

Toutefois, au cours des siècles, de nombreuses personnes qui auraient atteint leurs buts par la violence – qui avaient les moyens, le courage et la force d'utiliser la violence – ont librement choisi de n'y recourir en aucune circonstance. Elles ont adopté la non-violence par principe. Si un grand nombre de gens sont incités à adopter la non-violence par principe, pour des raisons d'ordre affectif ou culturel, ils sont également poussés par la riche tradition intellectuelle qui présente des arguments logiques en faveur de la non-violence.

Ces traditions intellectuelles agissent comme un cours d'eau souterrain à travers l'histoire des États-Unis. Leurs origines remontent aux chrétiens anabaptistes européens du XVI^e siècle, époque à laquelle la chrétienté protestante a

débuté. Les Anabaptistes rejetaient la violence parce qu'ils s'étaient engagés à rester séparés de la société dominante et de ses nombreux conflits. Certains de leurs descendants vinrent aux États-Unis où ils établirent ce qui est connu sous le nom d'églises historiques de la paix.

La contribution américaine caractéristique vit le jour lorsque d'autres chrétiens, qui étaient profondément impliqués dans les conflits de la société, décidèrent en principe de rechercher des changements politiques et sociaux uniquement par des moyens non-violents. Ce processus débuta pendant l'époque coloniale, avant que les États-Unis ne déclarent leur indépendance de



L'abolitionniste Wendell Phillips prononce un discours contre l'esclavage dans un parc de Boston, en avril 1851.

la Grande-Bretagne, parmi les membres de la Société des amis, connus sous le nom de Quakers. Leur strict engagement envers la non-violence mena certains d'entre eux à s'opposer au paiement des impôts pour la guerre, à l'esclavage des Afro-Américains et à la persécution et au déplacement des Amérindiens. Cependant, les Quakers étaient avant tout un groupe religieux poussé à la non-violence par ses croyances.

Le grand tournant eut lieu dans les années 1820 et 1830, lorsqu'un groupe de personnes de milieux religieux différents commença à réclamer l'abolition de l'esclavage aux États-Unis. Ces abolitionnistes étaient presque tous chrétiens et ils ne s'étaient pas tous engagés à poursuivre leur objectif par des moyens non-violents. Cependant, ceux qui l'avaient fait créèrent le premier groupe constitué autour d'un objectif de changements politiques et sociaux, puis ils choisirent la non-violence comme moyen d'action. Ils croyaient en Dieu en tant que chef suprême de l'univers. C'est pourquoi, disaient-

ils, aucun homme ne devait exercer son autorité sur un autre être humain. C'est sur cette base qu'ils dénonçaient l'esclavage, mais, étant donné que la violence est toujours une façon d'exercer son autorité, ils étaient logiquement amenés à renoncer également à la violence.

La même façon de penser a poussé le grand essayiste Henry David Thoreau à aller en prison plutôt que de payer des impôts à un État qui soutenait la guerre et l'esclavage. Dans son célèbre essai de 1849 intitulé *La désobéissance civile*, Thoreau expliquait qu'il ne respecterait jamais une loi injuste, quelle que soit la punition qu'il recevrait, parce que les gens devaient suivre leur conscience plutôt que d'accéder passivement aux exigences de l'État. L'objectif principal de Thoreau était de conserver sa force morale et sa liberté d'agir conformément à la vérité telle qu'il la concevait. Il soulignait toutefois que, si un nombre suffisant de gens refusaient d'obéir aux lois injustes, ils pourraient enrayer les rouages de l'État.

TOLSTOÏ ET GANDHI

Les écrits des abolitionnistes et de Thoreau ont poussé le grand romancier russe Léon Tolstoï à devenir un ardent représentant de la non-violence chrétienne. Ses écrits, à leur tour, ont aidé à formuler les idées du plus grand de tous les militants de la non-violence, le chef du mouvement d'indépendance de l'Inde, Mohandas Gandhi. Au XX^e siècle, les idées de Tolstoï et de Gandhi se sont propagées aux États-Unis, inspirant de nombreux Américains qui ignoraient souvent qu'une grande partie de la théorie de la non-violence avait eu son origine dans leur pays.

Pour Gandhi, la non-violence était plus une question d'intention qu'un comportement réel. Il définissait la non-violence comme l'intention de forcer une autre personne à faire une chose qu'elle ne voulait pas faire. L'action non violente telle que le boycottage, le blocus et la non-observation de la loi peut paraître coercitive, mais si elle a lieu dans un véritable esprit de non-violence, elle est simplement une façon d'appliquer une vérité morale telle qu'on la conçoit. Elle laisse les autres libres de réagir comme ils l'entendent. Un disciple de la non-violence de Gandhi déclare dans l'esprit de Thoreau : « Je fais ce que j'estime devoir faire. Vous faites ce que vous estimez devoir faire. Vous pouvez m'emprisonner, me frapper ou même me tuer, mais vous ne pouvez pas m'empêcher d'agir selon ma conscience. »

Gandhi reconnaissait qu'il demandait à tous d'agir

© Corbis

selon leur conception subjective de la vérité. Personne ne peut connaître toute la vérité, disait-il, et nous devons être ouverts à la possibilité de nous apercevoir plus tard que nous nous trompions. C'est pourquoi nous ne devons jamais tenter d'imposer notre point de vue à autrui, mais nous devons prendre fermement position – même au risque de mourir – sur la vérité telle que nous la concevons à présent. Ce n'est qu'à cette condition que nous découvrirons par nous-mêmes ce qu'est la vérité dans une situation donnée.

Du fait que le postulat de la non-violence signifie l'absence de coercition, les gens qui se sont engagés à l'appliquer pensent qu'ils n'essaient jamais de faire évoluer une situation comme ils le désirent. Ils œuvrent, non pas à des fins égoïstes, mais pour le bien du monde entier tel qu'ils le conçoivent. En fait, selon Gandhi, on ne devrait jamais se préoccuper le moins du monde du résultat de ses actes, mais simplement s'assurer qu'on agit à tout moment conformément à la morale. Respecter la vérité morale est à la fois le moyen et l'objectif de la non-violence, la justesse du procédé étant le but poursuivi. C'est pourquoi on ne doit pas juger la non-violence en fonction de sa capacité à produire des résultats.

Le plus célèbre représentant de la non-violence aux États-Unis fut le pasteur Martin Luther King, le grand porte-parole des droits civiques des Afro-Américains dans les années 1950 et 1960. Il était d'accord avec Gandhi pour penser que l'action non-violente devait toujours avoir lieu dans l'intérêt de tous, même de ceux qui sont injustes et tyranniques. « Nous sommes pris dans un réseau de mutualité, prisonniers d'un même destin, proclamait-il. Ce qui touche directement une personne touche indirectement toutes les autres. »

Contrairement à Gandhi toutefois, Martin Luther King se souciait du résultat de ses actes; il jugeait les tactiques du mouvement en faveur des droits civiques non seulement en fonction de leur valeur morale intrinsèque, mais aussi de leur efficacité pour mettre fin à la discrimination contre les Noirs. Il voulait provoquer un conflit et remporter des victoires politiques.

Toutefois, tant que l'on recourt à la non-violence pour favoriser la justice et l'égalité, disait-il, le conflit aboutira à une plus grande justice et à la paix pour tous. Si bien que, selon lui, il n'existe pas de conflit entre le succès personnel et l'intérêt de la société. « Nous avons la chance de voir notre sens le plus profond de la moralité coïncider avec notre intérêt personnel. » Même quand nos actes impliquent un affrontement et des pressions implacables,

tant que nous sommes motivés par un amour désintéressé offert également aux deux camps du conflit, nous œuvrons pour harmoniser les groupes opposés et améliorer la vie de tous. Gandhi aurait certainement été d'accord sur ce point.

LES RÉSULTATS DE LA NON-VIOLENCE

Le mouvement des droits civiques a prouvé que la non-violence peut produire des résultats, si on choisit de la juger par cette norme. Dans les années 1960, le mouvement non violent visant à mettre fin à la guerre du Vietnam – inspiré en grande partie par le succès des militants du mouvement des droits civiques – a joué un rôle important pour persuader le gouvernement américain de retirer ses troupes du Vietnam.

Jusqu'aux années 1960, la plupart des Américains qui s'étaient engagés à appliquer le principe de la non-violence étaient influencés par les croyances religieuses chrétiennes. Néanmoins, le mouvement de protestation contre la guerre du Vietnam rallia un grand nombre de gens qui n'étaient pas chrétiens. L'association juive Jewish Peace Fellowship (fondée en 1941) se développa considérablement. Un mouvement bouddhiste en faveur de la paix était guidé par les enseignements de Thich Nhat Hahn et, plus tard, du dalaï-lama.

De nombreux autres Américains sans affiliation religieuse étaient également attirés par la non-violence. Ils pouvaient trouver leur inspiration dans les écrits de la féministe Barbara Deming. La non-violence est obligatoirement coercitive, écrivait-elle. Elle force cependant les gens à cesser de faire uniquement les choses qu'ils n'ont aucun droit moral de faire. Elle les laisse libres de faire ce qu'ils ont le droit de faire. La non-violence est donc la façon la plus efficace d'obtenir des changements sociaux et politiques durables parce qu'elle a le moins de chances de contrarier les gens qui sont forcés à changer.

Depuis les années 1960, les États-Unis ont constaté un intérêt croissant pour l'application du principe de la non-violence à de nombreuses questions politiques, bien que les adhérents à ce principe ne représentent qu'une toute petite minorité de la population.

Les mouvements de non-violence aux États-Unis ont également contribué à la naissance de mouvements semblables dans le reste du monde. Ceux-ci ont obtenu des améliorations importantes des conditions de vie de la population, principalement lors du renversement des régimes totalitaires dans des pays de l'Europe de l'Est ou

aux Philippines. Les militants non violents ont aidé à mettre fin à des conflits longs et acharnés en Irlande du Nord, au Guatemala et au Timor oriental, entre autres. Ils sont actuellement actifs sur de nombreux fronts, dans diverses zones de conflit. D'un point de vue historique, on peut dire que les États-Unis sont au centre d'un processus mondial de changements sociaux et politiques non-violents. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne représentent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

Le rôle des organisateurs de groupes sociaux

Kathy Partridge



© AP Images/Nam Y. Huh

Un organisateur, David Wilson, s'entretient avec des locataires de Chicago de la possibilité de créer une association.

Une multitude d'Américains font appel à des organisateurs de groupes sociaux pour apprendre à faire pression sur les pouvoirs publics pour qu'ils agissent dans un domaine donné.

Kathy Partridge est directrice générale d'Interfaith Funders. Ce réseau réunit des associations aussi bien confessionnelles que laïques, qui cherchent à encourager l'organisation de groupes sociaux chez les fidèles de diverses religions.

Lors de sa campagne pour l'élection présidentielle de 2008, le candidat démocrate, Barack Obama, a fait état de son expérience d'organisateur de groupes sociaux pour montrer qu'il comprenait les problèmes des gens ordinaires vivant de leur travail.

La candidate républicaine aux fonctions de vice-président, Sarah Palin, gouverneure et ancien maire, a essayé de minimiser cette expérience. « Le maire d'une petite ville est un peu comme un organisateur de groupes sociaux, à ça près qu'il a de véritables responsabilités », a-t-elle dit.

En fait, un organisateur de groupes sociaux a énormément de responsabilités.

Commençons par une histoire. Des femmes décidèrent un jour d'aller voir le nouvel « organisateur de groupes sociaux ». Elles avaient entendu dire qu'il pourrait régler les nombreux problèmes du quartier : écoles délabrées, drogue, rues mal nettoyées, difficulté d'accès aux soins médicaux, etc. Elles ont donc envahi son modeste bureau et déversé leur flot de doléances



Réunion d'un groupe confessionnel d'organisateur en faveur de l'unité interraciale à Warren (Michigan).

© Jim West/The Image Works

lors de son retour dans sa ville natale de San Antonio, au Texas, dans les années 1970. Les quartiers hispaniques défavorisés ne bénéficiaient pas des mêmes services municipaux que les autres parties de la ville. Les rues étaient inondées fréquemment, et un enfant s'était même noyé! Organisateur de groupes sociaux pour le compte d'un réseau national de coordination des associations à but social (Industrial Areas Foundation ou IAF), il s'est rendu dans les églises catholiques pour mobiliser les paroissiens afin qu'ils exigent de la municipalité la remise en état de la voirie et des égouts, ainsi qu'une amélioration de la sûreté publique.

s'agit de découvrir ceux qui ont la capacité de devenir des responsables et de définir les problèmes principaux du groupe en cause. Avec l'aide de leur organisateur, les participants définissent les valeurs et les intérêts qui les unissent. Ils se mettent ensuite au travail ensemble, par exemple en lançant des campagnes publiques en faveur du changement social.

Dans le cadre de leur travail collectif, ces nouveaux responsables développent des relations fortes avec la population, au sein des institutions qu'elle fréquente habituellement : églises, écoles, quartiers. Les gens peuvent ainsi découvrir qu'ils ont les mêmes soucis que les habitants d'autres quartiers ou de personnes appartenant à d'autres groupes. Il est alors possible de développer des liens qui transcendent les religions, les classes sociales ou la couleur de peau. Ce processus de mobilisation suscite un pouvoir de transformation, facteur de l'amélioration des conditions de vie des individus, des groupes et de la société dans son ensemble.

MOBILISER DES GENS OU MOBILISER DES FONDS

Le second principe de la mobilisation peut se résumer ainsi : le pouvoir s'acquiert en mobilisant des gens ou en mobilisant des fonds. Étant donné que les pauvres n'ont pas d'argent, il reste à mobiliser les gens.

Ernesto Cortés se rappelle la colère qu'il avait ressentie

Après un certain succès à San Antonio, M. Cortés s'est consacré aux autres groupes défavorisés du Texas, des vieux quartiers de Houston aux agglomérations rurales situées sur la frontière du Mexique (les « colonias »). Il a notamment créé un modèle de développement permettant de rassembler de nombreuses institutions, afin de travailler au niveau de l'État dans son ensemble. Parmi les succès des associations participantes, on peut citer l'obtention de 8 millions de dollars pour le programme des écoles de l'IAF, la création d'un fonds de formation à long terme de 12 millions de dollars pour le programme TANF (assistance temporaire aux familles dans le besoin), et la conception d'une émission obligataire de 250 millions de dollars pour le financement de travaux d'adduction d'eau et d'assainissement dans les « colonias ».

Depuis, M. Cortés s'est installé à Los Angeles, où plus de 12 000 personnes ont participé en 2004 à la réunion inaugurale de l'association ONE-LA, qui est membre de l'IAF. Il a déjà lancé plusieurs campagnes à Los Angeles, notamment en vue de supprimer les décharges de produits chimiques situées à proximité de certaines écoles et d'améliorer l'éclairage public. Il a également contribué à la mise en place d'une émission obligataire de 1 milliard de dollars pour le financement de logements sociaux.

Les organisateurs de groupes sociaux aident les dirigeants des associations à mettre en place des campagnes d'information efficaces permettant de réaliser

de véritables progrès. L'association ACORN (Association of Communities Organized for Reform Now) a créé un réseau national de plus de 400 000 familles travaillant sur de nombreux sujets dans une centaine de villes du pays.

Par exemple, après que le cyclone Katrina eut causé l'inondation de la Nouvelle-Orléans pendant de nombreux jours, les organisateurs d'ACORN (dont les maisons étaient souvent inondées) ont localisé grâce à leurs téléphones portables les membres de cette association qui étaient éparpillés dans les centres d'accueil. Ils les ont réunis et ont exigé des autorités municipales et nationales que des mesures équitables soient prises pour aider les plus démunis lors des travaux de reconstruction de la ville. Bien que toutes leurs exigences n'aient pas été satisfaites, ils ont réussi à obtenir des aides directes pour la reconstruction des quartiers détruits et aidé des milliers d'habitants à rentrer chez eux.

Si elle a bien lieu au niveau local, l'organisation de groupes sociaux peut prendre une grande ampleur. À San José (Californie), les organisateurs du réseau national PICO, qui réunit des associations d'origine confessionnelle, se sont intéressés au sort des familles privées de soins médicaux en raison de l'insuffisance des budgets des dispensaires publics financés par le comté. Ils ont mobilisé les églises locales afin d'exiger une réforme de la politique locale, avant d'étendre leur campagne à toute la Californie par l'intermédiaire d'autres associations partenaires de PICO. La mobilisation organisée par PICO-Californie sur une période de plusieurs années a permis d'obtenir une augmentation de 13,4 milliards de dollars des crédits publics consacrés à l'éducation et à la santé.

Le mouvement associatif lutte contre quasiment toutes les formes d'injustice sociale qui ont des répercussions sur la qualité de vie des pauvres et des personnes à revenu modeste, dans divers domaines, dont l'accès des enfants aux soins médicaux, la réforme de l'immigration, le logement social, la qualité de l'enseignement, la sûreté des quartiers, la formation professionnelle.

En décembre 2008, plus de 2 500 responsables et organisateurs venus de l'ensemble des États-Unis ont assisté à une réunion avec la conseillère du président nouvellement élu Barack Obama, Valerie Jarrett, et ont demandé que l'on tienne compte de leurs préoccupations dans le plan de relance de l'économie. Parmi leurs principaux sujets de préoccupation figurent les saisies immobilières, les concessions à exiger de la part des banques aidées par l'État fédéral en raison de la crise

financière, la réforme de l'assurance maladie, notamment afin de garantir une couverture médicale à tous les enfants, et la formation à des emplois permettant de gagner un salaire suffisant pour vivre décemment.

PROFESSIONNELS ET BÉNÉVOLES

Comment devient-on organisateur de groupes sociaux? Ces personnes sont parfois des habitants du quartier qui mobilisent leurs voisins sur des sujets leur tenant à cœur, en travaillant à titre bénévole. Des membres du clergé organisent également des actions à l'échelle locale dans quasiment toutes les villes des États-Unis.

Toutefois, les organisateurs de groupes sociaux aux États-Unis sont souvent des professionnels rémunérés, travaillant sur une plus grande échelle. Ce type de travail trouve son origine dans l'action de Saul Alinsky, aujourd'hui décédé, qui avait développé ses techniques dans les années 1930 dans les quartiers des abattoirs de Chicago, en s'inspirant des techniques de mobilisation syndicale. Il avait rassemblé des groupes de différentes origines ethniques pour lutter pour une juste répartition des services municipaux, notamment la protection de la police contre la criminalité, et pour un accès équitable aux prêts bancaires.

Des centaines d'hommes et de femmes de tous âges gagnent aujourd'hui leur vie en tant qu'organisateur de groupes sociaux. Leur salaire est financé par les cotisations des membres des associations pour lesquelles ils travaillent et par des dons provenant de fondations privées ou d'églises. Ils sont souvent recrutés parmi les membres de ces associations. D'autres ont suivi une formation dispensée par des réseaux nationaux de militants, par des syndicats ou par des universités.

Les organisateurs de groupes sociaux se consacrent parfois à un seul sujet ou à une seule catégorie de personnes, par exemple les handicapés. Plus fréquemment, les associations à but social travaillent sur plusieurs thèmes ou défendent les intérêts de plusieurs classes sociales ou de différentes catégories de personnes, ou agissent dans un cadre œcuménique.

Le président Obama a acquis une expérience en tant qu'organisateur de groupes sociaux pour des institutions organisées sous forme de fédération d'associations, telles que des églises, des écoles voire des clubs de football. Avant de faire des études de droit, il a travaillé dans les quartiers défavorisés de Chicago au début des années

1980, en liaison avec la fondation Gamaliel qui est active dans 20 États des États-Unis. Après avoir obtenu son diplôme de droit, il est retourné en Illinois, où il a maintenu ses contacts avec le mouvement associatif à but social. Il est de notoriété publique qu'il a demandé la main de sa future épouse, Michelle, lors d'une réunion de formation au travail associatif, dans la salle paroissiale d'une église.

M. Obama s'est à nouveau rapproché de ses mentors du mouvement associatif lors de la campagne présidentielle de 2008, afin de mettre en place une « Campagne pour le changement » qui soit efficace, en faisant appel aux moyens de l'organisation de groupes tels que les relations interpersonnelles, les réunions à domicile et les équipes de quartier.

L'organisation de groupes sociaux s'est considérablement développée au cours des dix dernières années, aussi bien sur le plan géographique qu'en ce qui concerne les catégories de personnes visées, les méthodes utilisées et l'efficacité des efforts de réforme des politiques et des services publics. Elle agit désormais sur une échelle rarement égalée dans le cadre du mouvement social américain, en faisant participer des milliers d'institutions et des millions de particuliers. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne représentent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

La campagne électronique ou comment recruter des bénévoles et gagner des électeurs

David Talbot



© Karen Bleier/AFP/Getty Images

La campagne électorale de M. Obama a eu beaucoup recours à l'Internet pour gagner des électeurs.

La victoire de Barack Obama en 2008 a confirmé la puissance extraordinaire de l'Internet en matière d'élection, qu'il s'agisse de recueillir des fonds ou de recruter une armée de bénévoles.

David Talbot est correspondant en chef du magazine Technology Review.

La campagne présidentielle américaine de 2008 a montré que les réseaux sociaux sur l'Internet pouvaient être des moteurs de changement.

L'Internet s'est révélé être l'un des instruments les plus performants de la campagne électorale 2007-2008 de Barack Obama. Il a été mis à contribution pour aider les partisans de M. Obama à s'organiser, à recueillir des fonds, à diffuser les thèmes de la campagne, par exemple en ce qui

concerne la réforme de l'assurance maladie, et à contacter les électeurs. Cette opération à grande échelle a largement surpassé tout ce qui avait été fait précédemment dans ce domaine. La campagne électronique de M. Obama a également fait pâlir celles de ses concurrents, qu'il s'agisse d'Hillary Clinton lors des élections primaires du parti démocrate ou de John McCain lors de l'élection présidentielle proprement dite.

La campagne électronique de M. Obama est le fruit de son expérience en tant qu'organisateur de groupes sociaux à Chicago. Il était tout naturel pour lui de tirer parti du succès grandissant des réseaux sociaux en ligne.

Des millions de personnes dans le monde entier sont devenues membres des réseaux sociaux qui ont explosé sur l'Internet au cours des dernières années, qu'il s'agisse de MySpace, Facebook, hi5 ou Orkut. La campagne de



Entrées en relation grâce à l'Internet, deux partisanes de M. Obama accompagnées de leurs enfants participent à une réunion électorale.

© AP Images/Susan Walsh

remettre à vos amis et vos voisins.

Ceux qui ne souhaitaient pas organiser la réunion chez eux pouvaient en trouver une à proximité, à l'aide des icônes placées sur les cartes de Google Maps: cliquez sur l'icône et vous obtenez l'adresse de la réunion et les coordonnées de la personne à contacter. MyBO permettait également d'organiser une mini-campagne pour lever des fonds auprès d'amis et autres contacts, afin d'atteindre un objectif financier que chaque partisan se fixait lui-même.

Ces efforts des partisans ont permis de recueillir 30 millions de dollars auprès de 70 000 personnes. Et cette activité n'aura nécessité quasiment aucun effort de la part du personnel de la campagne de

M. Obama s'est implantée au sein de ces sites, notamment Facebook, qui abritent un impressionnant réseau de partisans de M. Obama.

Elle a également créé son propre site de réseautage social, my.barackobama.com, ou MyBO sous forme abrégée. Ce site a été mis au point par Blue State Digital, société spécialisée dont le siège social est à Washington. Les résultats ont été impressionnants. La campagne de M. Obama a recueilli 500 millions de dollars sur l'Internet, offerts par plus de 3 millions de donateurs. Le candidat démocrate a également su recruter une armée de bénévoles grâce à MyBO et à d'autres stratégies électroniques, notamment en demandant aux participants aux réunions électorales d'envoyer leur adresse électronique à sa campagne à l'aide du service SMS. À la fin de la campagne, M. Obama disposait d'une liste de 13 millions de partisans et de leurs adresses électroniques.

UN GRAND CHOIX D'ACTIVITÉS

Le succès de MyBO s'explique par la simplicité d'utilisation du site et par la rigueur de la démarche: il était systématiquement demandé aux visiteurs du site de faire quelque chose d'utile pour la campagne. Plusieurs possibilités étaient proposées. Cliquez sur un bouton et vous obtenez le formulaire permettant de faire un don. Cliquez sur un autre bouton pour organiser une réunion électorale chez vous et télécharger les documents à

M. Obama qui a pu se consacrer à d'autres tâches.

Après avoir donné leur adresse électronique à la campagne, les intéressés recevaient des messages signés par des personnalités telles que l'épouse de M. Obama, Michelle Obama, voire par l'ancien vice-président Al Gore, candidat malheureux face à George Bush lors de l'élection présidentielle de 2000, mais lauréat du prix Nobel de la paix pour sa contribution à la lutte contre le réchauffement de la planète. Ces messages demandaient aux intéressés d'exécuter des tâches utiles à la campagne à un moment donné, par exemple téléphoner à des électeurs encore indécis dans des États clés tels que l'Ohio ou la Pennsylvanie, où les résultats sont restés longtemps imprévisibles.

La campagne a également su exploiter les données démographiques par circonscription, par exemple en fournissant aux membres de MyBO une liste des électeurs non inscrits sur les listes électorales, avec mission de les contacter et de les aider à s'inscrire. Les anciens militaires connus pour leur soutien à M. Obama ont également été sollicités pour participer à une campagne téléphonique. Ils pouvaient accéder sur l'Internet à des listes d'anciens militaires à contacter dans les États où la lutte électorale était intense. Il était particulièrement important pour M. Obama de développer ses relations avec les anciens militaires. En effet, le candidat démocrate n'a jamais servi dans les forces armées. Son concurrent, John McCain, est en revanche un ancien combattant décoré pour son service



© AP Images/David Lienemann

Lors d'une réunion politique en Iowa pendant sa campagne électorale, M. Obama répond aussi aux questions d'internautes.

pendant la guerre du Vietnam, durant laquelle il a été fait prisonnier.

DES BASES DE DONNÉES À USAGES MULTIPLES

L'efficacité des moyens sur l'Internet utilisés lors des dernières élections doit beaucoup au développement des bases de données consacrées aux électeurs américains. Le parti démocrate comme le parti républicain ont dépensé énormément d'argent pour établir des listes complètes des électeurs dans l'ensemble du pays. Ces listes contiennent des données personnelles, obtenues en général à l'occasion d'interviews effectuées par des bénévoles sur une période de plusieurs années. Elles indiquent le parti politique préféré de l'électeur concerné, la solidité de son engagement et les sujets qui l'intéressent particulièrement.

Chaque parti dispose de ses propres bases de données, les républicains faisant traditionnellement preuve de plus de discipline et d'organisation pour maintenir ces listes au niveau national. Mais le parti démocrate a énormément

amélioré sa base de données de 2006 à 2008, grâce à VAN (Voter Activation Network). Cette entreprise de Somerville (Massachusetts) a passé un contrat avec le Comité national démocrate (DNC) pour établir des liens entre les bases de données détenues au niveau de chacun des 50 États des États-Unis. VAN a mis en place des systèmes permettant aux électeurs d'accéder aux données à l'aide de l'Internet de manière limitée et maîtrisée. MyBO et les sites Internet des candidats démocrates participant à d'autres élections ont pu se connecter à cette base de données améliorée, avec d'excellents résultats.

C'est ainsi que les bénévoles de la campagne ont pu télécharger des listes limitées de noms et de numéros de téléphones d'électeurs après la désignation de M. Obama comme candidat du parti démocrate, en se connectant sur MyBO ou à partir des sites Internet d'autres candidats démocrates, ou du site Internet du Comité national démocrate. Chaque liste était accompagnée d'un texte pour demander leur opinion aux électeurs et d'un formulaire en ligne pour enregistrer leurs réponses.

Des millions d'appels ont été effectués par des bénévoles durant la campagne pour les élections primaires. MyBO leur permettait également de faire parvenir un formulaire d'inscription sur les listes électorales, adapté à chaque État, aux personnes figurant sur la base de données mais non inscrites sur les listes électorales, dans la mesure où les données démographiques indiquaient que ces électeurs voteraient vraisemblablement pour M. Obama.

Cette utilisation efficace et sur une grande échelle de la base de données aura incontestablement aidé M. Obama à obtenir la nomination du parti démocrate durant ces élections primaires très disputées. Le candidat démocrate a également utilisé les cyber-instruments sur une grande échelle lors de sa campagne face à John McCain pour l'élection générale de novembre. La stratégie a été toutefois modifiée en fonction des besoins. C'est ainsi que les bénévoles de MyBO ont appelé plus de 3 millions d'électeurs durant les quatre derniers jours de la campagne, afin d'encourager les électeurs inscrits qui étaient favorables à M. Obama à se rendre dans les bureaux de vote.

Cofondateur et directeur de l'informatique chez Blue State Digital, Jascha Franklin-Hodge souligne qu'aucune autre campagne n'avait jamais pris une telle ampleur. La cyber-campagne de M. Obama ne se sera pas limitée à MyBO : elle a également fait appel à la puissance des autres nouveaux instruments médiatiques, du SMS aux vidéos sur YouTube. Le public a consacré 14 millions d'heures à regarder des vidéos liées à la campagne de M. Obama sur YouTube, soit 50 millions de visionnages au total. M. Obama a pu également faire état de plus de 3,4 millions de partisans sur Facebook, soit six fois plus que M. McCain.

UNE STRATÉGIE QUI CONTINUE

Comment le président Barack Obama va-t-il utiliser maintenant ces moyens électroniques ? Grâce aux appels téléphoniques passés par les bénévoles, le parti démocrate possède aujourd'hui dix fois plus de données sur les électeurs américains qu'il y a quatre ans. Cette information pourra être utilisée au cours des élections à venir pour améliorer encore la façon dont les partisans se mobilisent sur le thème du changement, mais elle pourra peut-être également servir à mobiliser le public américain afin qu'il exige de nouvelles mesures.

À ce stade toutefois, il est difficile de dire comment le parti démocrate et les organes de la campagne de

M. Obama en dehors de la Maison-Blanche mettront la base de données des électeurs ou les 13 millions d'adresses électroniques des partisans du président au service de sa politique. Le lendemain de l'élection du nouveau président, l'équipe de transition de M. Obama a mis en place un nouveau site Internet à l'adresse www.change.gov. Elle a utilisé ce site pour recueillir l'opinion du public sur des sujets politiques d'actualité et diffuser des vidéos présentant les personnes ayant accepté un poste ministériel. Les réponses aux questions posées ont été diffusées sur YouTube. L'équipe de transition a également publié sur www.change.gov les noms et les notes de synthèse des groupes faisant du lobbying auprès de l'équipe de transition, et lancé une rubrique « Posez des questions » permettant aux visiteurs d'écrire à l'équipe de M. Obama et de voter sur des points particuliers. Environ 20 000 personnes ont posé 10 000 questions et voté un million de fois durant une semaine particulièrement chargée du mois de décembre.

Le site www.change.gov a été supprimé le 20 janvier, jour de l'entrée en fonction du président, parallèlement au lancement de la nouvelle version du site présidentiel www.whitehouse.gov. Les moyens interactifs de ce site étaient encore peu nombreux à la fin de janvier. On pouvait toutefois y trouver les textes des décrets présidentiels signés par M. Obama et une promesse que tous les textes législatifs seraient disponibles sur le site pendant cinq jours et que le public pourrait envoyer ses observations avant que le président les promulgue. On ignore encore les fonctionnalités qui seront ajoutées à l'avenir. La campagne de M. Obama a toutefois promis d'utiliser l'Internet pour faciliter l'accès aux dossiers sur les dépenses publiques et les autres activités du gouvernement, et pour diffuser davantage de réunions publiques. Enfin, M. Obama a déjà lancé la tradition du discours en vidéo sur YouTube, qui s'ajoute au discours hebdomadaire radiodiffusé par la Maison-Blanche depuis plusieurs dizaines d'années.

Il est désormais clair qu'aucune campagne politique à venir ne saurait ignorer les leçons de 2008. Il en sera de même de toute campagne en faveur du changement social ou de toute autre cause. Les républicains réagiront sans doute avec vigueur en 2010 à l'occasion des élections législatives, puis à nouveau en 2012 à l'occasion des élections présidentielle et législatives.

La victoire de M. Obama a montré que la mobilisation sur l'Internet pouvait transformer de simples particuliers en une force capable d'éclipser les institutions traditionnelles et les centres du pouvoir. Cette leçon a

été comprise dans le monde entier. Blue State Digital a ouvert un bureau à Londres, et VAN a reçu des appels des quatre coins du monde. Les prestataires favorables au parti républicain vont certainement adopter des stratégies équivalentes, qu'ils gèrent des bases de données ou qu'ils offrent des prestations sur l'Internet.

Il est certain que la façon de faire de la politique a changé pour toujours. En 1992, un directeur de campagne avait rappelé au candidat démocrate Bill Clinton le thème le plus important de l'élection présidentielle : « C'est l'économie, nigaud! » Et comme l'a dit cette fois-ci Joe Trippi, qui a géré de nombreuses campagnes démocrates : « C'est l'Internet, nigaud! » ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne représentent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

Des moyens de communication au service du militantisme

Clay Shirky



Grâce à de nouveaux moyens de communication, des élèves de Los Angeles ont organisé une manifestation surprise à laquelle ont participé 30 000 personnes.

De nouveaux moyens de communication simples suppriment les obstacles aux protestations collectives et font changer le monde.

Auteur et consultant, Clay Shirky est spécialiste des effets socio-économiques des technologies de l'Internet. Il enseigne à l'université de New York. Son ouvrage le plus récent, Here Comes Everybody: The Power of Organizing Without Organizations, porte sur le pouvoir d'organiser sans organisations.

Le 27 mars 2006, un lundi, les élèves d'un établissement secondaire de Los Angeles (Californie) ont pris de court leurs enseignants et la direction de l'établissement en faisant une grève surprise. Ils voulaient protester contre la proposition de loi fédérale HR4437 destinée à renforcer la lutte contre l'immigration clandestine. Il ne s'agissait cependant pas d'une manifestation ordinaire, car des dizaines de

milliers d'élèves ont y ont pris part dans toute la ville. Les élèves, d'origine latino-américaine pour la plupart, s'étaient inspirés d'une manifestation organisée par des adultes également d'origine latino-américaine deux jours auparavant. Ils se sont rendus par milliers à la mairie de la ville, causant le long de leur parcours d'énormes embouteillages qui ont encore renforcé la visibilité de leur action.

Cette manifestation a été remarquable à plusieurs égards, et tout d'abord du fait de sa taille: des dizaines de milliers de personnes se sont unies pour une action politique coordonnée. Il est toujours très difficile de coordonner un événement de cette nature qui a lieu simultanément dans plusieurs endroits. C'est encore plus difficile lorsque les manifestants sont des lycéens dont la plupart sont trop jeunes pour voter. Et faire participer des immigrés qui n'auront peut-être jamais le droit de vote est encore plus difficile. Enfin, y parvenir sans que les proviseurs ne l'apprennent est absolument époustoufflant:

il n'a jamais été simple de garder un secret lorsque 30 000 personnes sont au courant ! Et pourtant, il n'aura fallu que 48 heures pour réaliser ce qui paraissait impossible, et qui le serait resté ne serait-ce qu'une année plus tôt.

Ce sont en effet les nouveaux moyens de communication, notamment le site de réseautage social MySpace et le service de messagerie SMS (courts messages textuels envoyés et reçus à l'aide d'un téléphone mobile), qui ont permis d'organiser rapidement et en secret cette gigantesque manifestation. Grâce à ces nouveaux moyens, les élèves ont pu organiser leur action non pas au niveau individuel, mais en groupes. Tout aussi important, les messages envoyés ont été reçus par les bons interlocuteurs, c'est-à-dire les élèves, sans que les proviseurs soient prévenus.

Ceci étant, il ne suffit pas d'organiser une manifestation : il faut aussi que les intéressés y prennent part. Le succès de la manifestation des élèves de Los Angeles s'explique par la profondeur de leurs convictions politiques : ils souhaitent exprimer un message, collectivement et de manière publique. MySpace et le service de messagerie SMS ont permis d'amplifier leur message, en donnant aux militants des capacités dont ils ne disposaient pas jusqu'alors, mais le message lui-même, à savoir l'exigence de participer à l'élaboration de la politique d'immigration, est indépendant des moyens de communication.

Si l'utopisme des premiers jours avait pu laisser penser que les nouveaux moyens de communication annonçaient une nouvelle époque où disparaîtrait la hiérarchie, ces prophéties ne se sont pas réalisées et ne se réaliseront sans doute pas. Les grands médias professionnels n'ont perdu aucun des avantages absolus qui font leur force. En revanche, ils ont perdu la plupart de leurs avantages relatifs, c'est-à-dire par rapport aux médias contrôlés directement par les particuliers.

Ce qui est nouveau ici, c'est la capacité de groupes non structurés à atteindre des objectifs que de tels groupes ont toujours eu en commun. L'homme est un animal social, non pas par accident ou de manière occasionnelle, mais par nature. La société n'est pas seulement l'expression des individus ; elle est aussi l'expression des groupes qui la composent. Chaque fois qu'on augmente la capacité d'un groupe à communiquer avec un autre, on change la capacité de ces groupes à agir ensemble.

DE NOS JOURS, S'EXPRIMER C'EST PUBLIER

L'évolution des relations entre le public et les médias est un symptôme de ces changements. Le vieux dicton selon lequel la liberté de la presse existe seulement pour celui qui possède la presse confirme l'importance de l'Internet et des téléphones mobiles. Dans le monde numérique, s'exprimer c'est publier, et publier en ligne permet d'établir un contact avec les autres. L'arrivée d'un support où les communications interpersonnelles, la diffusion auprès du public et la coordination sociale s'entremêlent donne naissance à un monde où la liberté d'expression, la liberté de la presse et la liberté d'association fusionnent également.

Chaque média numérique représente un groupe latent dans ce monde où s'unissent des éléments ayant nature de conversation, de diffusion et de lien social : les gens intéressés par un même texte, par une même photo ou par une même vidéo peuvent souhaiter dialoguer ensemble. Les médias sociaux représentent une avancée par rapport aux médias traditionnels, car ils ont la capacité de synchroniser l'action des groupes. Ils ne sont pas seulement une source d'information, ils sont aussi un site de coordination. Pour revenir à l'exemple de la grève surprise de Los Angeles, MySpace a fourni aux élèves le forum virtuel dont ils avaient besoin pour publier une information sur la proposition de loi HR4437 (fonction de diffusion), discuter ensemble de la loi (fonction de communication) et proposer une action commune (fonction de coordination).

En termes militaires, les médias numériques permettent de créer une « conscience collective », c'est-à-dire le sentiment non seulement que chaque membre du groupe comprend ce qui se passe, mais aussi que tous comprennent la même chose et, ce qui est essentiel, que chaque membre comprend qu'il existe une conscience collective. La conscience collective aide à la mise en œuvre d'une action coordonnée. Les médias mobiles ou en temps réel renforcent la capacité de créer une conscience collective.

Une application récente, Twitter, permet de créer un état de conscience collective à l'aide de messages instantanés et de dispositifs mobiles. Grâce à ce nouveau service, vous pouvez envoyer à vos amis abonnés à votre liste de très courts messages émis à partir d'un téléphone ou d'un ordinateur personnel. On peut s'en servir pour envoyer toutes sortes de message, mais Twitter suggère que ces messages répondent à la



© Image Source/Corbis

L'amélioration des moyens de communication peut entraîner des résultats plus importants.

question « Qu'est-ce que tu fais en ce moment ? »

Il s'ensuit que la plupart des messages échangés sur Twitter à un moment donné n'ont pas une très grande portée. Voici un exemple de messages enregistrés au hasard un jeudi après midi :

PaulDizmang : je déplace le frigo d'un apart à un autre.

radiopalmwine : King Sunny Ade – Danse, danse, danse

Lisanae : la déprime.

Patorama : impossible de trouver sur l'Internet les pinceaux noirs Faber-Castell à l'unité. Je les trouve en paquets de 10. Bon, j'en aurai d'avance.

La plupart des messages diffusés sont très ordinaires : un utilisateur danse sur la musique de King Sunny Ade, un autre déplace un réfrigérateur, un troisième est déprimé, etc. La plupart des messages publiés sont sans intérêt pour les autres utilisateurs, mais le contenu n'est pas toujours banal, comme le montrent ces messages de 2007 en provenance du Caire (l'heure d'envoi est indiquée entre parenthèses) :

Alaa : je vais chez le juge d'instruction de dokky, manal et moi sommes accusés de diffamation par murad (10 h 11 – 4 avril)

Alaa : nous attendons la décision du juge d'instruction on passera peut-être la nuit en détention (13 h 57 – 4 avril)

Alaa : on nous emmène au commissariat de dokky (15 h 31 – 4 avril)

Alaa : pas de commissaire il faut attendre (16 h 29 – 4 avril)

Alaa : la sécurité de giza refuse de nous libérer on va nous ramener au commissariat de dokky (19 h 59 – 4 avril)

Alaa : on est en route pour le commissariat (22 h 25 – 4 avril)

Alaa : nous sommes libres (23 h 22 – 4 avril)

Alaa, c'est-à-dire Alaa Abd El Fattah, est un informaticien égyptien. C'est également un militant qui défend la cause de la démocratie. Il blogue depuis Le Caire. Les messages transcrits ci-dessus décrivent son arrestation avec son épouse Manal, dans le quartier El Dokky du Caire. Douze heures s'écouleront avant leur remise en liberté. Leur arrestation avait été ordonnée par Abdel Fatah Murad, un juge égyptien qui cherchait à bloquer des dizaines de sites Internet en Égypte au motif que ceux-ci constituaient « une insulte pour le Coran, Dieu, le président et le pays. » Abdel Murad avait ajouté à sa liste noire les sites des blogueurs égyptiens favorables à la démocratie qui avaient commencé à relater la censure envisagée.

L'ÉQUILIBRE DES FORCES ÉVOLUE

Comment Alaa El Fattah et les autres militants égyptiens peuvent-ils tirer parti d'un service tel que Twitter? « Nous utilisons Twitter, a-t-il dit, pour informer un petit réseau de militants sur les activités des forces de sécurité lors d'actes de protestation. Les militants emploient Twitter pour coordonner leurs contre-mesures. » Les militants qui défendent la cause de la démocratie sont étroitement surveillés. Twitter leur permet de coordonner leur action en temps réel et de manière collective, en rééquilibrant ainsi la balance en leur faveur.

Lors de l'une de leurs premières utilisations de Twitter, Alaa El Fattah et une douzaine de ses collègues ont organisé un mouvement d'encercllement d'une voiture dans laquelle leur ami Malek était bloqué par la police, qui souhaitait arrêter ce dernier et mettre sa voiture en fourrière. Se sachant surveillés, Alaa El Fattah et ses collègues ont envoyé des messages laissant penser que d'autres militants allaient venir en renfort. La police a donc elle aussi envoyé des renforts, qui ont encerclé et bloqué la voiture. Malek est donc resté immobilisé, ce qui a donné à la presse et à certains parlementaires

suffisamment de temps pour se rendre sur place. La menace d'un scandale a permis de le faire relâcher. Il aurait été très difficile de coordonner ce genre d'action sans utiliser Twitter.

La capacité de coordonner l'action de groupes dispersés va continuer de s'améliorer grâce aux nouveaux moyens de réseautage en cours d'élaboration. Aussi modeste puisse-t-il paraître, tout moyen qui renforce la conscience collective ou la coordination des groupes peut servir à des fins politiques. En effet, la liberté d'agir en groupe est par nature politique. L'accroissement de l'utilisation des messages instantanés en temps réel et à des fins d'action sociale, de la Chine au Nigeria, montre que nous adoptons les moyens qui amplifient nos capacités et que nous modifions ces moyens pour renforcer cet effet d'amplification.

Les services de réseautage ne créent pas l'action collective, mais ils font tomber les obstacles qui se dressaient sur sa route. Ces obstacles sont si importants et si omniprésents que le monde change profondément lorsqu'ils disparaissent. C'est la raison pour laquelle les changements les plus importants ne sont pas le fruit des technologies les plus perfectionnées, mais de moyens simples à utiliser tels que le courrier électronique, les téléphones mobiles et les sites Internet. Il s'agit de moyens auxquels la plupart des gens ont accès et qu'ils utilisent sans difficulté dans leur vie quotidienne. Les révolutions ne se produisent pas parce que la société adopte de nouvelles technologies. Elles se produisent lorsque la société adopte de nouveaux comportements. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne représentent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

Finira-t-on par venir à bout de la guerre?

John Horgan



© Imaginechina via AP Images

Selon des anthropologues, il existe une corrélation entre la guerre et des catastrophes naturelles telles que la sécheresse.

La guerre ne fait pas partie de la condition naturelle de l'homme. La civilisation favorise des moyens moins violents pour effectuer des changements.

John Horgan est journaliste scientifique et directeur du Center for Science Writings à l'Institut de technologie Stevens, situé à Hoboken (New York). Parmi ses ouvrages figurent The End of Science, The Undiscovered Mind et National Mysticism.

De toutes les formes que revêt la violence humaine, la guerre – une violence organisée, meurtrière entre deux ou plusieurs groupes – est la plus profondément destructrice. Tout au long de l'histoire de l'humanité, des visionnaires aussi différents qu'Emmanuel Kant et Martin Luther King ont prédit la fin de la guerre ou de la menace de guerre en tant que moyen de régler les conflits entre États.

De nos jours, toutefois, les gens en sont venus à

accepter la guerre et le militarisme comme inévitables, selon des sondages que j'ai effectués au cours de ces dernières années. Quand on leur a demandé si les hommes finiraient par cesser de faire la guerre, plus de 90 % des étudiants de mon université ont répondu par la négative. Pour justifier ce point de vue, un grand nombre d'entre eux ont déclaré : « La guerre est dans nos gènes. »

Des travaux récents de recherche sur la guerre et l'agression semblent, à première vue, soutenir cette conclusion fataliste. L'anthropologue Lawrence Keeley, de l'université de l'Illinois, estime que plus de 90 % des sociétés tribales se lançaient au moins de façon intermittente dans des guerres et que certaines d'entre elles se battaient constamment. Les guerres tribales comprenaient généralement des escarmouches et des embuscades plutôt que des batailles rangées, mais au bout d'un certain temps les combats pouvaient entraîner un taux de mortalité allant jusqu'à 50 %. Ces constatations, souligne M. Keeley, contredisent l'argument de Jean-



AP Images/Pat Roque

Des institutions judiciaires, telles que ce tribunal itinérant aux Philippines, ont réduit le risque de violence.

Jacques Rousseau, philosophe français du XVIII^e siècle, selon lequel avant la civilisation les hommes étaient de nobles sauvages vivant en harmonie avec leur prochain et avec la nature.

Certains scientifiques font remonter l'origine de la guerre à notre ancêtre commun, le chimpanzé, qui est notre parent le plus proche sur le plan génétique. À partir des années 1970, les chercheurs ont observé en Afrique que les chimpanzés mâles du même groupe s'unissaient pour patrouiller leur territoire et que s'ils rencontraient un chimpanzé d'un groupe différent, ils le frappaient, souvent jusqu'à ce que mort s'ensuive.

Les taux de mortalité résultant de la violence entre groupes de chimpanzés, fait remarquer Richard Wrangham, anthropologue de l'université Harvard, sont à peu près comparables aux taux observés chez les chasseurs-cueilleurs. «La violence des chimpanzés a précédé et préparé la guerre entre les hommes, dit-il, faisant de

l'homme moderne le survivant abasourdi d'une habitude d'agression mortelle vieille de cinq millions d'années.»

Selon M. Wrangham, la sélection naturelle a favorisé les primates mâles, y compris les hommes, qui sont prédisposés à une agression violente. Il cite comme preuve des études portant sur les Yanomamo, tribu polygame qui vit en Amazonie. Dans cette tribu, les hommes de différents villages se livrent souvent à des raids meurtriers les uns contre les autres. L'anthropologue Napoléon Chagnon, de l'université de Californie, qui a observé les Yanomamo pendant des décennies, a découvert que les tueurs mâles avaient en moyenne deux fois plus de femmes et trois fois plus d'enfants que les hommes qui ne tuaient jamais.

Toutefois, M. Chagnon rejette catégoriquement l'idée selon laquelle les guerriers Yanomamo seraient poussés à se battre par leurs instincts agressifs. Les tueurs invétérés, explique-t-il, se font rapidement tuer eux-mêmes au lieu

de vivre assez longtemps pour avoir un grand nombre de femmes et d'enfants.

En général, les guerriers Yanomamo qui réussissent, indique M. Chagnon, sont maîtres d'eux et calculateurs; ils se battent parce que c'est la façon dont un homme progresse dans leur société. De plus, de nombreux Yanomamo ont avoué à M. Chagnon qu'ils détestaient la guerre et qu'ils souhaiteraient qu'elle soit abolie de leur culture; en fait, le taux de violence a baissé de façon spectaculaire chez eux ces dernières décennies, au fur et à mesure que les villages Yanomamo ont accepté les lois et les mœurs du monde extérieur.

LA GUERRE N'EST PAS DANS LA NATURE HUMAINE

En fait, le côté sporadique de l'habitude de guerre a amené de nombreux chercheurs à rejeter l'idée selon laquelle la guerre serait une conséquence inévitable de la nature humaine. « Si la guerre était profondément ancrée dans notre biologie, elle y resterait tout le temps. Or ce n'est pas le cas », déclare l'anthropologue Jonathan Haas, du Musée Field de Chicago. La guerre n'est certainement pas innée dans le même sens que le langage, qui a existé de tout temps dans toutes les sociétés humaines connues.

Les anthropologues Carol et Melvin Ember affirment également que les théories biologiques ne peuvent expliquer les habitudes de guerre dans les sociétés ayant précédé les États ou dans les États. Les deux anthropologues sont à la tête d'une base de données (Human Relations Area Files) de l'université Yale sur quelque 360 cultures passées et actuelles. Bien que plus de 90 % de ces sociétés se soient livrées à des guerres au moins une fois, certaines d'entre elles se battent constamment et d'autres rarement. M. et Mme Ember ont découvert l'existence d'une corrélation entre le taux de fréquence de la guerre et des facteurs écologiques tels que la sécheresse, les inondations et autres catastrophes naturelles qui provoquent des craintes de pénurie.

La cause principale de la guerre, estime également l'archéologue Steven LeBlanc, de l'université

Harvard, est la lutte malthusienne pour la nourriture et pour d'autres ressources. Depuis le début des temps, dit-il, l'homme est incapable de vivre dans un équilibre écologique. Quel que soit l'endroit où l'homme vit sur la terre, il finit par réduire à néant l'environnement, ce qui a toujours mené à la compétition en tant que moyen de survie, et la guerre a été l'inévitable conséquence des tendances démographiques et écologiques. Deux moyens d'éviter les conflits à l'avenir, pense-t-il, consistent à mettre un frein à la croissance démographique et à trouver des moyens de remplacer les combustibles fossiles par des sources d'énergie moins onéreuses.

L'étude des primates non humains a également révélé l'importance des facteurs écologiques et culturels. Frans de Wool, qui enseigne le comportement des primates à l'université Emory, a montré que les rhésus, qui semblent être en général très agressifs, sont beaucoup moins belliqueux quand ils sont élevés par des macaques bruns aux manières douces. M. de Wool a également réussi à réduire les conflits entre singes et grands singes en augmentant leur interdépendance, en les forçant à coopérer pour obtenir de la nourriture, par exemple, et en leur offrant le même accès à la nourriture.

En appliquant ces leçons à l'homme, M. de Wool entrevoit les promesses d'alliances telles que l'Union européenne qui favorisent le commerce et les

déplacements et par conséquent l'interdépendance. « Encourageons les liens économiques, et la raison de la guerre – généralement les ressources – disparaîtra probablement », dit-il.

La statistique la plus encourageante et la plus surprenante qui émane des travaux récents de recherche sur la guerre est probablement le fait que, dans son ensemble, l'humanité est devenue beaucoup moins belliqueuse que par le passé. La Première et la Seconde Guerres mondiales et tous les autres conflits horribles du XX^e siècle ont causé la mort de moins de 3 % de la population mondiale. Il s'agit d'un ordre de grandeur inférieur au taux de mortalité des mâles due à la violence dans une société primitive



L'enseignement des filles contribue à réduire la croissance démographique et les troubles sociaux.

© Corbis

moyenne, dont les armes consistaient de matraques et de lances plutôt que de mitrailleuses et de bombes.

Si l'on définit la guerre comme un conflit armé entraînant la mort d'au moins 1 000 personnes par an, il y a eu relativement peu de guerres internationales au cours des cinquante dernières années, et les guerres civiles ont nettement diminué après avoir atteint un chiffre record au début des années 1990.

La plupart des conflits sont maintenant des guérillas, des insurrections et des actes de terrorisme ou ce que le spécialiste des sciences politiques John Mueller, de l'université d'État de l'Ohio, appelle les « vestiges de guerre ». M. Mueller rejette les explications biologiques de cette tendance, étant donné que les niveaux de testostérone semblent être aussi élevés que jamais. Faisant remarquer que les démocraties se livrent rarement à la guerre, M. Mueller attribue ce déclin de la guerre depuis la Seconde Guerre mondiale, tout au moins en partie, à l'augmentation du nombre de démocraties à travers le monde.

PLUS DE CIVILISATION

Le psychologue Steven Pinker, de l'université Harvard, donne plusieurs autres raisons possibles du recul récent de la guerre et des autres formes de violence. Premièrement, la création d'États stables dotés de systèmes juridiques et de forces de police efficaces a mis fin à l'anarchie hobbesienne de la guerre de tous contre tous. Deuxièmement, l'accroissement de notre espérance de vie nous rend moins prêts à risquer notre vie en recourant à la violence. Troisièmement, du fait de la mondialisation et des communications, nous sommes devenus de plus en plus interdépendants et de plus en plus compréhensifs envers les autres en dehors de nos tribus immédiates. Bien que l'humanité puisse facilement retomber dans la guerre, conclut M. Pinker, les forces de la modernité améliorent de plus en plus les choses.

En résumé, de nombreuses études contredisent le mythe selon lequel la guerre est une constante de la condition humaine. Elles montrent également que – contrairement au mythe du noble sauvage pacifique – la civilisation n'a pas créé le problème de la guerre, mais qu'elle contribue au contraire à le résoudre. Nous avons besoin de plus de civilisation et non de moins de civilisation si nous voulons éradiquer la guerre.

La civilisation nous a donné des institutions qui résolvent les conflits en établissant des lois, en

négoçant des accords et en assurant leur application.

Ces institutions, qui vont des tribunaux locaux à l'Organisation des Nations unies, ont considérablement réduit le risque de violence au sein des États et entre eux. Manifestement, nos institutions sont loin d'être parfaites. À travers le monde, les États continuent à avoir d'énormes arsenaux, y compris des armes de destruction massive, et des conflits armés ravagent encore bien des régions. Que devrions-nous donc faire pour favoriser la paix, en plus des propositions mentionnées ci-dessus ?

L'anthropologue Melvin Konner, de l'université Emory, propose l'éducation des femmes comme autre moyen de réduire les conflits. De nombreuses études, note-t-il, ont prouvé que l'amélioration de l'éducation des femmes mène à une diminution du taux de croissance démographique. Il en résulte une stabilisation de la population qui diminue la demande de services publics, de prestations médicales, l'épuisement des ressources naturelles et par conséquent la probabilité de troubles sociaux.

L'abaissement du taux de naissance réduit également ce que les démographes appellent « les branches nues », les jeunes gens célibataires, sans emploi, qui sont associés à des taux de fréquence plus élevés de conflits violents au sein des États et entre États. L'éducation des filles est de loin le meilleur investissement que l'on puisse faire dans un pays en voie de développement, affirme M. Konner.

ACCEPTER LA PAIX

Manifestement, mettre fin à la guerre ne sera pas facile. La guerre, il semble juste de le dire, est « surdéterminée », c'est-à-dire qu'elle peut avoir de nombreuses causes différentes. La paix, pour être permanente, doit également être surdéterminée.

Les scientifiques peuvent aider à favoriser la paix de deux façons. Premièrement, en rejettant publiquement la notion selon laquelle la guerre est inévitable et, deuxièmement, en étudiant mieux les causes de la guerre et de la paix. L'objectif à court terme de ces études serait de trouver des moyens de réduire les conflits dans le monde d'aujourd'hui, où qu'ils puissent se produire. L'objectif à long terme serait de découvrir les moyens permettant à l'humanité de parvenir à un désarmement permanent, en supprimant les armées, les armes et les industries de l'armement.

Un désarmement mondial semble être une possibilité lointaine, à l'heure actuelle. Mais pouvons-nous réellement

accepter que les armées et les armements, y compris les armes de destruction massive, soient des caractéristiques permanentes de la civilisation? À la fin des années 1980, une guerre nucléaire mondiale semblait encore être une nette possibilité. Puis, fait incroyable, l'Union soviétique s'est dissoute, et la guerre froide a pris fin de façon pacifique. L'apartheid a également pris fin en Afrique du Sud sans violence importante, et les droits de l'homme ont progressé dans le monde entier. Si la capacité de faire la guerre est dans nos gènes, comme bien les gens semblent le craindre actuellement, il en est de même de notre capacité – et de notre désir – d'obtenir la paix. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne représentent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

Le dilemme du prisonnier et autres possibilités

David Barash

La théorie des jeux montre que la coopération est souvent préférable à l'affrontement, même si la première option n'est pas toujours facile à mettre en œuvre.

David Barash est professeur de psychologie à l'Université de Washington. Il est notamment co-auteur de l'ouvrage sur la paix et les conflits Peace and Conflict Studies.

Le problème semble simple au premier abord : pourquoi les gens ne coopèrent-ils pas ? Ou pourquoi ne coopèrent-ils pas davantage ? Après tout, ne sommes-nous pas tous deux gagnants si je vous aide et si vous m'aidez en échange ? De même, la non-violence n'est-elle pas de l'intérêt de tous ? En résumé, en quoi est-il si difficile de répondre à la question posée par un automobiliste de Los Angeles, Rodney King, après qu'il eut été violemment battu par des agents de police de cette ville : pourquoi ne pouvons-nous pas nous entendre, sans recourir à la violence ?

La question est plus difficile qu'il n'y paraît. Des techniques de prise de décision, connues sous le nom de théorie des jeux, jettent un éclairage sur les deux problèmes, y compris celui du choix entre la violence et la non-violence. Cette théorie fournit également des tactiques de réponse.

La théorie des jeux est une façon d'aborder des situations impliquant, dans les cas les plus simples, deux protagonistes (deux joueurs) et des résultats ou des gains qui ne sont pas déterminés exclusivement par le comportement de l'un des deux, mais par leur interaction. Ces jeux ne présenteraient guère de difficulté sans cette interaction : chaque joueur ferait tout ce qui est en son pouvoir pour obtenir le meilleur résultat pour lui-même, sans se préoccuper de l'autre joueur. S'il pleut, par exemple, la bonne stratégie est de prendre un parapluie, quelle que soit la décision prise par une autre personne. Le temps n'ayant aucune raison de varier en fonction de la décision prise par un tiers, chacun est libre d'effectuer son choix sans se préoccuper d'autrui.

Imaginons en revanche que deux personnes

découvrent un trésor. Il est sans doute de leur intérêt de tenir chacune compte de l'autre, par exemple en partageant ce trésor plutôt qu'en essayant de tout garder au risque d'un conflit. La théorie des jeux intervient lorsque les gains ne sont pas uniquement fonction de ce que fait le protagoniste A, mais également de ce que fait le protagoniste B.

Malheureusement, les décisions sont souvent plus difficiles à prendre que le simple partage d'un trésor. Pire, les situations favorisent souvent la non-coopération, notamment lorsque le joueur qui décide de coopérer risque d'être exploité par l'autre. Les personnes et les groupes qui cherchent à prévenir les conflits et la violence connaissent bien ce genre de situation.

Bref, les adeptes de la non-violence qui choisissent la coopération plutôt que l'affrontement risquent fort d'être perdants, au profit de ceux qui sont plus agressifs ou qui disposés à la violence. Imaginons par exemple, dans le cas des deux personnes ayant découvert un trésor, que l'une d'elles décide de brandir un pistolet et d'en exiger la totalité, alors que l'autre est un adepte de la non-violence. Le résultat semble inévitable : le protagoniste violent va être récompensé pour son comportement (il conserve le butin), alors que le protagoniste non violent va partir les mains vides. Ou, comme l'a dit Machiavel, « l'homme qui en toutes choses veut faire profession de bonté ne saurait prospérer parmi ceux qui n'ont aucune bonté. »

DES SOLUTIONS NON VIOLENTES

Tout n'est pas perdu pour autant : la théorie des jeux ne sert pas seulement à comprendre les problèmes, elle suggère et valide également des solutions non violentes.

Le dilemme du prisonnier, dérivé de la théorie des jeux, est un modèle qui encourage la coopération plutôt que l'affrontement. Il tend à simplifier les choses, comme la plupart des modèles, mais il permet néanmoins d'organiser ses idées.

Supposons que deux personnes ou deux groupes, voire deux États aient le choix entre la non-violence et

la violence (les théoriciens généralisent cette alternative en l'étendant à des concepts tels que la coopération plutôt que la « défection », ou le dialogue plutôt que l'affrontement, dans des domaines internationaux tels que les barrières tarifaires ou la course aux armements). Les deux parties seront récompensées si elles choisissent la non-violence : elles pourront résoudre leurs conflits de manière pacifique ou, dans l'exemple de la découverte du trésor, conserver chacune une partie des gains sans avoir à se battre. Le résultat sera très différent si les deux protagonistes choisissent la violence : ils risquent fort d'en subir les conséquences. Mais si l'un ne coopère pas et que l'autre coopère, le protagoniste violent qui choisit de ne pas coopérer obtient ce que l'on appelle le gain de « la tentation de l'égoïste » (la totalité du trésor dans notre exemple), alors que celui qui coopère (ou qui se comporte de manière non violente alors que l'autre choisit la violence) reçoit le « salaire de la dupe » : dans notre exemple, aucune partie du trésor.

Il y a dilemme du prisonnier lorsque les résultats se présentent comme suit : le gain de la tentation (T) est préférable à la récompense pour coopération mutuelle (R), la récompense est préférable à la punition de l'égoïste (P), et la punition de l'égoïste est préférable au salaire de la dupe (S). Dans un tel cas, les joueurs sont particulièrement motivés à obtenir le gain le plus élevé (le gain de la tentation) et ont peur de ne recevoir que le gain le plus faible (le salaire de la dupe).

Pour mieux comprendre ce qui suit, mettez-vous à la place de l'un des deux joueurs : « L'autre joueur peut coopérer avec moi (choix de la non-violence) ou refuser de coopérer. Dans le premier cas, la meilleure stratégie de mon point de vue est de menacer d'employer la violence afin d'obtenir le gain le plus important, alors que la dupe n'obtiendra rien. Mais si l'autre joueur refuse de coopérer et qu'il menace d'utiliser la violence, la meilleure stratégie de mon point de vue reste la même : en effet, même si je reçois la punition en cas de conflit, ce qui n'est effectivement pas souhaitable, cela vaut mieux que d'être la dupe et de tout perdre. »

Le résultat de cette stricte logique est que chaque partie est encline à rejeter la coopération et à choisir la voie de la violence. Il s'agit donc bien d'un dilemme, car chaque protagoniste est certain d'être puni – affrontement dans le cas d'individus, course aux armements ou guerre commerciale dans le cas d'États – alors que le gain optimal pour les deux parties aurait été de partager les fruits de la coopération et de la non-violence. Il faut en effet se

rappeler que, dans le dilemme du prisonnier, le gain de la coopération et de la non-violence (récompense) est préférable au résultat de la non-coopération et de la violence (punition).

Le dilemme du prisonnier permet de modéliser un dilemme où chacun pense qu'il doit être agressif, de peur d'être à la merci de ceux qui font preuve d'agression (rappelons-nous Machiavel).

Toutefois, ces situations peuvent s'envisager d'une autre manière. Le jeu de la poule mouillée est ainsi parfois mieux adapté lorsque le débat porte sur le choix entre la violence et la non-violence. Ce jeu ressemble au dilemme du prisonnier, mais la punition de l'égoïste est alors le plus mauvais résultat. Le coût de l'affrontement mutuel, ou de la seule menace d'affrontement, est plus élevé que le manque à gagner de la dupe qui renonce à l'affrontement. Le jeu de la poule mouillée met en présence deux conducteurs de voiture qui foncent l'un vers l'autre, en cherchant à faire dévier l'adversaire de sa trajectoire. Celui qui quitte la route (l'équivalent de la coopération dans le dilemme du prisonnier) est considéré comme une poule mouillée (c'est-à-dire comme un froussard), la victoire allant à celui qui a maintenu sa trajectoire (l'équivalent de la défection dans le dilemme du prisonnier). Le problème, bien évidemment, est que les deux joueurs perdent si chacun d'eux choisit la défection, c'est-à-dire décide d'essayer de gagner au détriment de l'autre.

PARTIES RÉPÉTÉES

Les modèles simples de théorie des jeux supposent que les gains sont fixes et que l'interaction ne se répète pas. Mais en situation réelle, les personnes et les groupes interagissent de manière répétée ; ils peuvent donc modifier leurs comportements en fonction des résultats obtenus au tour précédent. Les deux parties ont donc tout intérêt à favoriser une série d'interactions non violentes et la coopération : en effet, la récompense en cas de coopération non violente est toujours préférable à la punition qu'entraîne la violence mutuelle, qu'il s'agisse du dilemme du prisonnier ou du jeu de la poule mouillée. C'est la raison pour laquelle la coopération est à même de produire le meilleur résultat pour tous les intéressés.

Il est d'ailleurs intéressant de noter que, même lorsque l'interaction semble non répétée et qu'un calcul strictement rationnel suggère qu'un refus de coopération serait la réponse logique, la plupart des gens sont enclins à tenter de coopérer, en particulier s'ils comprennent que

l'interaction a toutes chances de se répéter. En effet, les interactions continues laissent entrevoir non seulement des punitions répétées en cas de défections réciproques (violence), mais aussi la perspective de récompenses durables en cas de coopération mutuelle (non-violence).

Des modèles mathématiques et des simulations informatiques ont ainsi démontré qu'une simple stratégie d'imitation peut produire le meilleur résultat envisageable, même dans une situation classique de dilemme du prisonnier. Cette stratégie passe par un premier acte de coopération, après lequel chaque joueur se contente de répéter l'action entreprise par l'autre au tour précédent. Ainsi, la coopération amorcée par le joueur A engendre à l'infini la coopération du joueur B, les deux joueurs récoltant alors les fruits d'une coopération non violente. Inversement, la défection du joueur A entraînera la défection du joueur B, protégeant ainsi ce dernier contre le risque d'être la dupe plus d'une fois, tout en décourageant tout comportement de cette nature de la part de A.

Mohandas Gandhi n'était pas favorable aux mesures de rétorsion. Il croyait en revanche à la force du « satyagraha », c'est-à-dire à ce qu'il appelait la non-violence active, par opposition à l'acceptation passive ou au souhait d'éviter l'affrontement à tout prix. Il croyait également fermement que les « satyagrahis » pouvaient faire renoncer les adeptes de la défection et que, par leur exemple et leur acceptation des brimades (donc en étant la dupe au sens de la théorie des jeux), ils pouvaient accomplir ce que les spécialistes de la théorie des jeux n'envisagent généralement pas : modifier le comportement de l'autre protagoniste en faisant appel à son sens moral.

Le comportement d'une victime qui répond à la violence par la violence est prévisible, voire instinctif. Il tend donc à accroître l'acharnement de l'agresseur et peut même servir à justifier la violence initiale, ne serait-ce que du point de vue de l'agresseur initial. On peut en effet penser qu'une victime si violente mérite son sort ! La sphère sociale attend en outre souvent une réaction à l'usage de la force, un peu comme dans la troisième loi de Newton : toute action entraîne une réaction équivalente et de force opposée. Ainsi, si A frappe B, B frappera A, ce qui conduira presque toujours A à frapper à nouveau. Gandhi n'était pas un adepte du principe biblique « œil pour œil, dent pour dent » : il faisait remarquer que nous serions bientôt tous aveugles et édentés s'il se généralisait.

En revanche, si B répond de manière non violente, sa réaction va non seulement briser le cycle de la colère et de la haine, qui évoque le cycle de la naissance et de la

réincarnation dans la religion hindouiste, mais aussi mettre A dans une situation à laquelle il ne s'attend pas. « Je cherche à émousser l'épée du tyran, a écrit Gandhi, non pas en la frappant avec une arme plus tranchante, mais en trompant son attente d'une plus grande résistance. » Cette stratégie de résistance n'est ni simple, ni sans douleur, mais elle peut être spectaculairement efficace. C'est bien ce que confirment, au-delà de la théorie des jeux, les expériences vécues de Gandhi en Afrique du Sud et en Inde et du chef du mouvement des droits civiques Martin Luther King et d'autres militants aux États-Unis.

L'homme politique et philosophe romain Cicéron demandait dans les lettres à ses amis : « Que peut-on faire contre la force sans avoir recours à la force ? » Les adeptes de la non-violence répondraient « beaucoup de choses ». Ils contesteraient également que le recours à la force permette de faire quoi que ce soit d'efficace, de durable ou de souhaitable contre la force. En effet, nous avons tous pu constater la façon dont la violence conduit à ce que les théoriciens des jeux appellent la « punition pour défection mutuelle », et ce au détriment de tous. Tout comme Gandhi, Martin Luther King était un réaliste orienté sur les résultats. Il a notamment écrit : « Rendre la violence par la violence multiplie la violence, comme si l'on renforçait l'obscurité d'une nuit sans étoiles. L'obscurité ne peut pas faire disparaître l'obscurité : seule la lumière le peut. Et la haine ne peut pas faire disparaître la haine : seul l'amour le peut. »

En conclusion, nous dirons que la théorie des jeux jette un éclairage sur les limites de la coopération, en révélant pourquoi il n'est pas si simple, ni même si naturel, de vivre en bon entendement comme tant d'entre nous le souhaitent. Cependant, elle montre également que les êtres humains ne sont pas condamnés à un monde hobbesien de défections et d'affrontements incessants si on peut les persuader d'envisager leur situation et leurs possibilités dans une perspective moins égoïste. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne représentent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

L'action de militants contemporains

Howard Cincotta



Wangari Maathai, à droite, plante un arbre à Nairobi (Kenya), en 2006, avec Barack Obama.

Il n'y a pas de formule toute faite pour susciter un changement social constructif dans un monde aussi complexe et pluriel que le nôtre. Ce dernier offre pourtant une myriade de possibilités à ceux qui ont la vision et le dévouement nécessaires pour tendre la main à un nombre sans précédent de personnes et pour élaborer des programmes puissants fondés sur les principes de la non-violence, sur le progrès et sur l'espoir. Nous rendons ici hommage à sept personnes qui montrent le moyen de favoriser ce genre de changement.

Ancien rédacteur du département d'État, Howard Cincotta est aujourd'hui correspondant spécial du site America.gov.

Comment décide-t-on de changer le monde – sans recourir à la force ni à la coercition – et comment parvient-on à ses fins ?

Certes, la tâche s'avère difficile. Comment pourrait-il en être autrement ? C'est pourtant ce que font, jour après jour des personnes, certaines célèbres et d'autres inconnues, qui sont animées par un mélange puissant

de conviction, de vision et d'une inépuisable capacité de travail. Leur exemple inspire des centaines de milliers d'autres personnes à se joindre à elles dans leur quête d'un monde meilleur, qu'il s'agisse de faire campagne pour la justice dans le domaine de l'environnement, de se battre pour la paix, de protéger les droits de l'homme, de mettre fin à la pauvreté ou de défendre la liberté d'expression.

Les sept personnes dont nous brossons ci-après le portrait ne se ressemblent ni par leurs antécédents ni par leur parcours professionnel ni par les questions auxquelles elles ont choisi de se consacrer. Cependant, un lien intime les unit : modèles d'idéalisme, de pragmatisme et de dévouement, elles ont donné à d'autres personnes,

aux antécédents tout aussi disparates, les moyens de s'unir pour qu'ensemble elles fassent du monde un lieu meilleur.

WANGARI MAATHAI : DES ARBRES POUR LA PAIX

Avant que Wangari Maathai, la militante kényane fondatrice du « Mouvement de la ceinture verte » (Green Belt Movement ou GBM), ne se lance dans un vaste projet de reboisement et de protection de la biodiversité – ce qui lui vaudra le premier prix Nobel de la paix décerné à une Africaine – rares sont les personnes qui associent la dégradation de l'environnement aux questions des droits de l'homme et de la démocratie. Ce n'est plus le cas aujourd'hui.

En annonçant la lauréate de ce prix en 2004, le Comité Nobel déclare que la paix sur Terre dépend « de notre capacité à sécuriser notre environnement vivant ».

Tout au long de sa carrière, Mme Maathai montre que le mouvement visant à protéger la biodiversité et à assurer un développement durable – au Kenya et dans le reste du monde – est inextricablement lié à l'encouragement

de la démocratie, au respect des droits de l'homme et à la réduction de la pauvreté. Elle montre comment les petites collectivités et les démunis peuvent apporter des changements considérables à leur vie par des moyens pacifiques et non violents.

« Grâce au Mouvement de la ceinture verte, des milliers de simples particuliers se sont mobilisés et ils se sont sentis habilités à passer à l'action et à effectuer des changements », déclare la lauréate du prix Nobel dans son discours d'acceptation, en décembre 2004. « Ils ont appris à surmonter la peur et un sentiment de détresse et ils agissent de manière à défendre les droits démocratiques. »

Ces liens ne lui sautent pas aux yeux quand elle commence son combat. Au départ, planter des arbres est un moyen direct de venir en aide aux villageoises – elles qui assument le gros des responsabilités familiales – et qui ont besoin de bois de chauffe, d'un revenu d'appoint, de terres protégées contre l'érosion, d'eau potable et de récoltes abondantes.

Cependant, Mme Maathai découvre un autre résultat tout aussi important, et à long terme celui-là. Ces femmes, explique-t-elle, « sont souvent les premières à prendre conscience des dégâts causés à l'environnement quand les ressources se font rares et qu'elles ne suffisent plus à faire vivre leur famille ».

Dans son autobiographie, *Unbowed*, Mme Maathai évoque le paysage de son enfance, luxuriant et fertile. « Les saisons, écrit-elle, étaient si régulières que l'on pouvait pratiquement prédire que les longues pluies de la mousson arriveraient à la mi-mars. »

Au fil des décennies, elle remarque cependant que les saisons deviennent imprévisibles et que la croissance démographique et l'exploitation à outrance par des pouvoirs publics souvent corrompus, insensibles aux besoins des pauvres et du monde naturel, ont ravagé le pays.

Après avoir planté plus de 40 millions d'arbres et établi un réseau panafricain dans le cadre du GBM, Mme Maathai et son mouvement ont aujourd'hui compris que le souci de l'environnement est lié aux questions plus vastes que sont la bonne gouvernance et la protection des droits de l'homme.

Titulaire de diplômes obtenus aux États-Unis et d'un doctorat que lui a décerné l'université de Nairobi, Mme Maathai est arrêtée, emprisonnée et battue quand sa campagne populaire prend pour cible la corruption endémique des pouvoirs publics – et en particulier le projet de construction d'une tour de bureaux en plein

cœur du parc Uhuru, à Nairobi.

Mais c'est elle qui l'emporte. Elle est élue au Parlement en 2002 et elle est aujourd'hui ministre adjointe de l'environnement, des ressources naturelles et de la faune et de la flore sauvages.

Dans son discours d'acceptation du prix Nobel, Mme Maathai souligne que le Mouvement de la ceinture verte ne se souciait pas au départ des questions politiques. Toutefois, « il devint vite apparent que la gouvernance



Shirin Ebadi

© AP Images/Vahid Salemi

responsable de l'environnement était impossible en l'absence d'un cadre démocratique. L'arbre devint un symbole du combat démocratique au Kenya (...) Au fil du temps, il devint aussi un symbole de paix et de règlement de conflits. »

SHIRIN EBADI : LA FOI DANS LA LIBERTÉ

Qu'on soit d'accord avec elle ou non, on ne peut en tout cas douter du dévouement intransigeant de la lauréate du prix Nobel de la paix en 2003, Shirin Ebadi, à la cause des droits de l'homme et de la liberté politique.

« L'énergie et l'émotion qui émanaient de sa personne étaient telles que chaque mot résonnait à travers la salle comme le son du tambour longtemps après qu'on a arrêté d'en jouer », indique une avocate canadienne d'origine iranienne sur le site Iranica.com après avoir assisté à l'un de ses discours à Toronto.

En annonçant sa décision, le comité Nobel dira au sujet de Shirin Ebadi : « Avocate, juge, maître de conférences, femme écrivain et militante, elle a osé parler clairement et fermement dans son pays, l'Iran, et au-delà de ses frontières. Elle a assumé ses responsabilités comme la professionnelle et la personne courageuse qu'elle est et

elle n'a jamais fait cas des menaces contre sa sécurité.»

Née en 1947, Mme Ebadi fait des études à l'université de Téhéran qui lui décernera plus tard un doctorat en droit qu'elle prépare tout en travaillant au ministère de la justice. Elle devient la première femme juge d'Iran et présidente du tribunal de Téhéran. Elle est contrainte de démissionner après la révolution islamique de 1979, les femmes étant jugées inaptes à exercer ces fonctions. Les autorités la relèguent au greffe du tribunal qu'elle présidait naguère.

Mme Ebadi donne sa démission pour faire une carrière d'avocate dans le secteur privé et pour mettre ses talents d'écrivain au service d'une vaste gamme de questions juridiques, notamment celles qui ont trait aux femmes, aux enfants et au droit de la famille. Elle commence en outre à traiter des affaires difficiles et potentiellement dangereuses relatives à la suppression de la liberté d'expression ainsi qu'au harcèlement, voire à l'assassinat, de réformateurs par des éléments liés aux services chargés de la sécurité.

«Son refus d'être réduite au silence et son acceptation d'affaires controversées sur le plan politique ont forcé l'admiration des associations du monde entier en faveur des droits de l'homme», a déclaré un spécialiste du Moyen-Orient à la BBC.

En dépit des menaces et du harcèlement dont elle fait l'objet de la part des pouvoirs publics, Mme Ebadi mène une campagne diversifiée en faveur des droits de l'homme, et en particulier de ceux des femmes et des enfants, dont l'écho continue de retentir à travers l'Iran et le monde. Dans son pays, elle est cofondatrice de l'Association pour le soutien des droits de l'enfant (1995) et du Centre de défense des droits de l'homme (2001). Auteur de divers ouvrages, elle poursuit ses déplacements dans de nombreux pays, notamment en Europe et aux États-Unis, où elle donne des conférences sur la justice sociale et sur le rôle des femmes dans le monde musulman.

Mme Ebadi dénonce les interventions étrangères dans les affaires de l'Iran et d'autres pays – «Je maintiens que rien d'utile ni de durable ne peut émaner de la violence» – tout en insistant sur l'universalité des idéaux de liberté et de démocratie, en particulier pour les femmes. Dans son autobiographie, parue en anglais sous le titre *Iran Awakening*, elle rappelle que l'ancien régime avait obligé les femmes à se dépouiller du voile alors que le nouveau gouvernement révolutionnaire avait exigé qu'elles le reprennent. «Reza Shah fut le premier dirigeant iranien,

mais non le dernier, à faire de la politique sur le dos des femmes», écrit-elle.

En 2006, Mme Ebadi s'associe à d'autres lauréates du prix Nobel pour créer l'association Women's Nobel Initiative dont la vocation est «de réunir nos expériences extraordinaires dans une démarche unie pour la paix accompagnée de la justice et de l'égalité». Deux ans plus



Jody Williams

© AP Images/Alex Brandon

tard, cette association dénoncera la reprise de la campagne de harcèlement et d'intimidation par le gouvernement iranien à l'encontre de Mme Ebadi et de son organisme de défense des droits de l'homme.

En janvier 2009, Mme Ebadi s'engage devant l'organisme International Campaign for Human Rights in Iran à tenir bon : «Quelle que soit l'ampleur des pressions, dit-elle, je ne vais pas quitter l'Iran ni renoncer à mes activités en faveur des droits de l'homme. Je vais poursuivre la même voie.»

Dans son livre *Iran Awakening*, elle s'expliquait déjà : «Au cours des vingt-trois dernières années, depuis le jour où j'ai été démise de mes fonctions de juge (...), j'ai répété le même refrain : une interprétation de l'islam en harmonie avec l'égalité et la démocratie est une expression authentique de la foi. Ce n'est pas la religion qui unit les femmes, mais les oukases sélectifs de ceux qui souhaitent

les cloîtrer. C'est cette conviction, conjuguée à celle que le changement en Iran doit s'accomplir pacifiquement et de l'intérieur, qui sous-tend mon combat. »

JODY WILLIAMS : MINES TERRESTRES ET RÉSEAUX

Il y a deux questions auxquelles Jody Williams n'échappe pas : on demande constamment à la lauréate du prix Nobel de la paix, qui a partagé cette récompense en 1997 avec la Campagne internationale pour l'interdiction des mines antipersonnel (International Campaign to Ban Landmines ou ICBL), quelle est sa réalisation la plus durable. Est-ce le traité international d'interdiction des mines antipersonnel ? Ou est-ce le modèle d'un réseau mondial de citoyens engagés qu'elle a pris l'initiative de créer – et qui a donné des moyens d'action à une nouvelle génération d'organismes acquis au changement social par la non-violence ?

Peut-être n'existe-t-il pas de réponse claire à ces questions parce que ces deux réalisations sont indissociables l'une de l'autre. Ce qui est manifeste, toutefois, c'est que Mme Williams et l'ICBL ont mené à bien l'une des initiatives en faveur de la paix parmi les plus réussies de notre époque et qu'elles l'ont menée tambour battant en un temps record.

La puissance de réseaux rapides et souples est une lapalissade à notre époque de services Internet à bande large. Mme Williams et l'ICBL ont été parmi les premiers à montrer jusqu'à quel point ces réseaux mondiaux pouvaient être efficaces, tout dispersés qu'ils soient.

Dans les années 1980, des associations spécialisées dans les secours humanitaires, le développement et les soins médicaux commencent à se rendre compte que de vastes superficies – des Balkans et du Moyen-Orient à l'Afrique et à l'Asie du Sud-Est – sont contaminées, au point d'être rendues inutilisables, par la présence de millions de mines terrestres et de munitions qui continuent de faire des victimes longtemps après la fin des conflits à l'origine de leur utilisation.

« La mine terrestre est prête à tout jamais à faire des victimes », déclare Mme Williams dans son discours d'acceptation du prix Nobel. « C'est le parfait soldat, la sentinelle éternelle. La guerre prend fin, et la mine terrestre continue de tuer. »

Six organisations non gouvernementales fondent la Campagne internationale pour l'interdiction des mines antipersonnel (ICBL) en 1992. Elles sont sagaces, persistantes – et elles ont la chance de leur côté.

Pour commencer, elles prennent soin de faire de l'ICBL une coalition souple de groupes indépendants, dépourvue d'une hiérarchie ou d'un bureau central. À la place, elles constituent un puissant réseau de communications qui s'appuie sur les techniques de pointe de l'époque : le téléphone, le télécopieur et – seulement pendant la dernière année d'existence de l'ICBL – le courrier électronique. Ensuite, elles insistent sur la conduite de travaux de recherche poussés sur le terrain pour que les faits et les chiffres avancés fassent autorité dans toute la mesure du possible. Mme Williams est elle-même l'auteur d'une étude détaillée sur les conséquences économiques et sociales de la présence d'une grande quantité de mines terrestres dans 4 pays.

Le moment choisi pour créer l'ICBL tombe à pic. La fin de la guerre froide donne aux pays l'occasion d'aborder les questions liées à la paix et à la sécurité sous un éclairage nouveau et elle fait découvrir aux citoyens qu'ils ont le pouvoir d'exiger la mise en œuvre d'une action internationale en partenariat avec le gouvernement – et non en qualité d'antagonistes ou de subordonnés.

Comme l'écrira Mme Williams plus tard, l'ICBL « galvanisa l'opinion mondiale contre les mines terrestres antipersonnel à tel point qu'en l'espace de cinq ans un traité d'interdiction claire et simple avait été



Geoffrey Canada

Evan Kalka

négocié. Signé par 122 pays en décembre 1997, il prit force exécutoire plus rapidement qu'aucun autre document du droit international. C'est la première fois dans l'histoire qu'un traité interdit complètement une arme classique dont l'usage était répandu. »

Bien qu'ils ne soient pas partie au traité, les États-Unis demeurent le plus gros donateur d'aide au monde en matière de déminage à caractère humanitaire et ils ont interdit toutes les mines antipersonnel « persistantes ». Les États-Unis conservent uniquement les dispositifs rendus inertes au bout d'une période qui se mesure en heures ou en jours, et non en années.

Pour remarquables que soient ses réussites, l'ICBL ne se repose pas sur ses lauriers. Sous les regards vigilants de son organisme de suivi, le Landmine Monitor Report, qui surveille la conformité au Traité d'interdiction des mines, les pays ont détruit plus de 42 millions de mines stockées, dont 500 000 rien qu'en 2007. Selon le Landmine Monitor Report, les programmes de déminage ont permis de déblayer laborieusement 122 km² en 2007, et le nombre de victimes d'accidents causés par des mines continue de baisser chaque année.

Dans un essai sur les retombées du prix Nobel, Mme Williams, qui enseigne aujourd'hui à la Graduate School of Social Work de l'université de Houston, fait le point: « Même s'il est remis en question de temps à autre, notre modèle de changement demeure une source d'inspiration pour les gens du monde entier qui ont l'intime conviction qu'en œuvrant de concert – société civile et pouvoirs publics – nous pouvons créer un monde dans lequel la sécurité humaine forme la base de la sécurité mondiale, ce qui nous apporte en retour la paix, la justice et l'égalité qui doit être le lot de chaque être humain. »

GEOFFREY CANADA : UNE COURROIE DE TRANSMISSION POUR LES ENFANTS

Geoffrey Canada fait partie de ceux qui ont de la chance: élevé dans un quartier sinistre de New York marqué par la violence, la pauvreté et des écoles délabrées, ce jeune Noir américain échappe à son milieu et décroche une maîtrise en éducation de l'université Harvard. Il n'oublie pas cependant ses origines; son diplôme en poche, il retourne à New York où il trouve du travail dans le quartier défavorisé de Harlem comme éducateur et défenseur des enfants.

Non content d'avoir fait des études brillantes, M. Canada décide en effet de venir en aide à des centaines

de jeunes des ghettos, pauvres et sans avenir. Il estime cependant que ce n'est pas suffisant.

Une émission de la Radio publique de Chicago intitulée *This American Life* retrace son parcours intellectuel dans les années 1980, quand il se rend compte qu'en sauvant une poignée d'enfants on ne peut pas mettre fin à la pauvreté qui sévit de génération en génération, à Harlem comme ailleurs. L'association qu'il a fondée doit faire de son mieux pour tendre la main à tous.

« Pour vraiment marquer le coup, explique-t-il, on s'est dit qu'il fallait voir grand, très grand, qu'il fallait travailler avec les enfants par milliers, par dizaines de milliers même, et qu'il fallait les épauler de la naissance jusqu'à la fin de leurs études universitaires. »

Sa vision de l'avenir est à la fois sans précédent et coûteuse. Mais à cinquante-huit ans, cet homme charismatique et intense sait la concrétiser au moyen du projet Harlem Children's Zone (HCZ), qui prodigue à plus de 10 000 enfants concentrés en plein cœur de Harlem des services éducatifs, médicaux et sociaux avec un budget annuel estimé à 40 millions de dollars en 2009.

Sa réussite retient l'attention de tout un parterre de personnalités qui s'intéressent au modèle qu'il a créé pour briser l'étau de la pauvreté en misant à fond sur les enfants et sur leur bien-être – un engagement qui se résume par



Francine Prose

© AP Images/Jason DeCrow

le titre d'un livre récent sur son combat, *Whatever It Takes* (coûte que coûte, pourrait-on dire), de la plume de Paul Tough, rédacteur du *New York Times Magazine*. L'un de ses admirateurs n'est autre que le président Barack Obama, qui au cours de la campagne présidentielle 2008 a salué la Harlem Children's Zone, « une action anti-pauvreté tous azimuts, tout le monde sur le pont, qui sauve littéralement

toute une génération d'enfants dans un quartier où ils n'étaient pas censés avoir la moindre chance».

Il n'y a pas que sa vision de l'avenir qui impressionne : ses résultats forcent eux aussi l'admiration. L'année dernière, pratiquement 100 % des élèves du cours élémentaire 2 de la HCZ ont obtenu des scores égaux ou supérieurs à la moyenne aux examens de l'État, ce qui est un résultat sans précédent pour une école des quartiers défavorisés du centre-ville de New York.

Un élément sur lequel insiste M. Canada, c'est l'exposition précoce au langage dont des travaux de recherche montrent les avantages : une différence essentielle entre les familles pauvres et les familles aisées tient non pas à la race ou au revenu mais, comme l'a écrit Paul Tough, « tout simplement au nombre de mots que les parents emploient pour parler à leur enfant ».

Les chercheurs l'ont constaté : dans les familles de la classe moyenne, les enfants de la naissance à l'âge de trois ans – une période de développement maximal du cerveau – entendent jusqu'à 20 millions de mots de plus (souvent les mêmes mots, répétés) que les enfants des familles pauvres. En d'autres termes, le simple fait de lire une histoire tous les soirs à un enfant, comme la HCZ exhorte tous les parents à le faire, peut avoir une influence positive considérable sur la vie de celui-ci.

La lecture n'est cependant pas la seule composante de l'approche révolutionnaire que prône M. Canada et à laquelle il donne le surnom de « courroie de transmission », signifiant ainsi que la HCZ, loin de se contenter d'intervenir à des moments ponctuels dans la vie des enfants, offre à ces derniers toute une panoplie de services, tous gratuits, « de la maternité à l'université ». Le point de départ de cette courroie de transmission est le populaire Baby College pour les futures et les nouvelles mamans, suivi du centre préscolaire Harlem Gems et des écoles sous contrat (« charter schools ») qui forment la Promise Academy – avec, à chaque étape, des soins médicaux et dentaires gratuits, des activités extrascolaires et divers services spéciaux, tels les programmes d'entraînement physique pour combattre l'obésité ou de traitement des enfants asthmatiques. Et quand cette génération d'enfants grandira, la HCZ continuera de les épauler tout au long de leurs études secondaires et universitaires.

« On leur donne ce à quoi ont accès les enfants des classes moyenne et supérieure », explique M. Canada au magazine d'informations télévisées « 60 Minutes ». « Sécurité. Structure. Enrichissement. Activités culturelles. Des adultes qui les aiment et qui sont prêts à tout pour

eux. Et moi aussi, je suis prêt à faire tout mon possible pour que ces gosses restent sur la bonne voie. »

FRANCINE PROSE : À LA DÉFENSE DES MOTS ET DES ÉCRIVAINS

La liberté d'expression est un sujet auquel les écrivains attachent d'ordinaire de l'importance. La femme de lettres américaine Francine Prose, elle, pousse son engagement plus loin encore. Depuis 2007, elle est présidente du Centre américain PEN, la section aux États-Unis de l'association PEN International, fondée en 1921, qui a la distinction d'être le plus vieil organisme de défense des lettres et des droits de l'homme au monde.

Mme Prose ajoute ainsi son nom à une liste d'écrivains distingués qui ont apporté au fil des ans leur concours au centre PEN américain, tels les dramaturges Arthur Miller et Eugene O'Neill, les essayistes Susan Sontag et James Baldwin, les romanciers Thomas Mann et John Steinbeck et les poètes Allen Ginsberg et Robert Frost.

Née en 1947, elle est une femme de lettres respectée qui a établi sa renommée en tant qu'auteur d'ouvrages de fiction, d'essais littéraires et de commentaires sur des questions d'intérêt public. En outre, elle travaille dans l'édition et l'enseignement. Bien accueillis par les critiques, ses romans reflètent tout un éventail de thèmes éclectiques : les milieux universitaires (*Blue Angel*), l'intolérance et la grâce (*Un homme changé*) et, tout



Katherine Chon et Derek Ellerman

David Paterson

récemment, le roman initiatique avec Goldengrove, qui décrit la maturation d'une jeune fille. Le titre de son dernier ouvrage en date, *Reading Like A Writer: A Guide for People Who Love Books and for Those Who Want to Write Them*, est le reflet de deux de ses passions, la lecture et l'écriture.

Avec les plus de 3 300 professionnels qui en sont membres, le centre américain PEN forme la plus grande des 144 sections de PEN International, réparties dans 99 pays. Dans ses statuts, PEN International déclare avoir pour mission de « défendre le principe de la libre circulation des idées entre tous les pays ». En outre, elle a (...) le devoir de s'opposer à toute restriction de la liberté d'expression (...) et se déclare (...) contre l'arbitraire de la censure ».

Le centre américain PEN a critiqué le gouvernement des États-Unis sur la question de la protection des renseignements personnels et de la surveillance judiciaire. Ainsi s'est-il associé aux associations qui représentent les bibliothécaires, les libraires et les auteurs pour demander la modification de la loi PATRIOT promulguée dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001, de manière à mieux protéger la vie privée des Américains. Il a de même tiré à boulets rouges contre la loi qui confère au gouvernement des États-Unis des pouvoirs accrus en matière de surveillance électronique, la qualifiant d'abandon inutile des protections constitutionnelles contre les mandats et les perquisitions non motivés.

Sous la houlette de Mme Prose, le centre américain PEN a poursuivi vigoureusement sa campagne visant à défendre et à protéger les écrivains du monde entier. Mme Prose s'est montrée particulièrement critique à l'égard de la Chine dont elle a déploré non seulement « les restrictions suffocantes » imposées aux organes de presse qui tentaient de couvrir les remous au Tibet en 2008, mais aussi son refus d'honorer sa promesse concernant l'accès libre et total de la presse pendant les jeux Olympiques de Pékin.

Tous les ans, le 15 novembre, PEN International organise la Journée mondiale des écrivains en prison « pour rendre hommage au courage de tous les écrivains qui tiennent tête à la répression et qui défendent la liberté d'expression ». En 2008, PEN a mis en vedette cinq d'entre eux :

- Eynulla Fatullayev, journaliste de l'Azerbaïdjan, qui purge une peine de prison à cause de ses écrits sur la politique et de son enquête sur l'assassinat d'un journaliste,

- Tsering Woesser, en Chine, femme écrivain et poète qui « a subi des harcèlements répétés et soutenus à cause de ses écrits sur le Tibet »,
- Mohammad Sadiq Kabudvand, en Iran, journaliste et militant en faveur des droits des Kurdes, aujourd'hui en prison,
- Melissa Rocia Patiño Hinostroza, au Pérou, étudiante et poète actuellement en jugement pour liens terroristes présumés, en dépit de l'absence de preuves tangibles,
- les écrivains, les acteurs et toute l'équipe qui a produit au Zimbabwe la pièce de théâtre *Le crocodile de Zambezi*, laquelle a été interdite, tandis que les personnes associées à sa production ont été menacées et rouées de coups.

« L'action que mène le réseau PEN pour faire progresser la littérature et promouvoir une communauté mondiale d'écrivains, affirme Mme Prose, revêt une importance éternelle, mais notre attachement à la liberté d'expression – à la garantie des droits de l'homme et à la volonté de sauver la vie de gens de lettres à travers le monde, à la protection de la liberté ici et à l'étranger, à la lutte contre les incursions de l'État dans la vie privée des lecteurs et à notre action dans les prisons et les écoles – n'a jamais paru si important et si profondément nécessaire. »

KATHERINE CHON ET DEREK ELLERMAN : LA LUTTE CONTRE LA TRAITE DES PERSONNES

Une conversation, un soir à l'heure du dîner, entre deux étudiants de l'université Brown à Providence (Rhode Island), en 2001, a donné naissance à l'un des plus grands organismes qui luttent aux États-Unis et au Japon contre la traite des personnes

Katherine Chon discute de l'abolition historique de l'esclavage aux États-Unis avec un camarade de classe, Derek Ellerman, quand la conversation tourne sur le sujet de l'esclavage moderne. Peu de temps après, le journal local publie un article sur six Sud-Coréennes qui ont été contraintes de travailler dans une maison close de Providence, et une idée jaillit dans l'esprit de Katherine Chon. « Cela m'a fait un choc quand j'ai lu qu'elles avaient à peu près mon âge et qu'elles venaient de mon pays », explique-t-elle dans un article publié en 2007 dans la revue *Women's Health*.

Et c'est ce qui amène Katherine Chon et Derek Ellerman à fonder le projet Polaris, du nom de l'étoile du Nord qui guidait les esclaves noirs en fuite pendant les

années ayant précédé la guerre de Sécession (1861-1865) alors qu'ils empruntaient ce qu'on appelait la route du chemin de fer clandestin, en quête de liberté.

Les deux étudiants mettent alors au point un plan de création d'un site Internet qui se propose d'apporter une aide immédiate et pratique aux victimes de la traite des personnes, et ils soumettent leur proposition au concours d'entrepreneuriat que l'université Brown organise chaque année. Malgré son caractère non lucratif, leur projet remporte la deuxième place, avec 12 500 dollars à la clé. Les deux étudiants s'installent à Washington en 2003 pour y établir un bureau.

La tâche qui les attend tient de la gageure. «Le mouvement anti-traite est jeune et il s'en prend à des réseaux de criminels qui tirent parti de certains des maux sociaux les plus récalcitrants», écrit M. Ellerman.

L'Organisation des Nations unies estime à 12,3 millions le nombre de personnes, enfants y compris, qui vivent dans des conditions de travail forcé, de servitude pour dettes ou de servitude sexuelle. Selon d'autres estimations, ce nombre oscille entre 4 millions et 27 millions.

Le projet Polaris attaque le problème sous de nombreux angles. Il offre des services d'approche et de découverte des victimes, des permanences téléphoniques multilingues, des prestations sociales et un hébergement temporaire aux victimes. Il administre un centre national de ressources sur la traite des personnes qui fait fonction de liaison permanente aux États-Unis, le National Human Trafficking Resource Center (NHTRC).

En outre, il plaide en faveur du durcissement des lois de l'État fédéral et des États fédérés visant à interdire la traite des personnes aux États-Unis et il mobilise les membres de groupes à l'appui d'actions locales et nationales. Son personnel se compose de plus d'une trentaine de professionnels, répartis dans des bureaux situés à Washington, à Newark (New-Jersey), à Denver (Colorado) et à Tokyo (Japon).

S'il existe un bon nombre d'organismes actifs dans la lutte contre la traite de personnes, Polaris est en tout cas l'un des rares à s'attaquer directement aux entreprises liées à ce phénomène, au moyen du renforcement des lois, au lieu de se contenter de venir en aide aux victimes.

Comme les criminels voient souvent dans la traite des personnes une activité lucrative et à risque relativement faible, «la meilleure façon d'affaiblir ce secteur consiste à adopter une stratégie ciblée sur l'introduction d'obstacles à la recherche de profits, conjuguée à la multiplication des

poursuites judiciaires et des condamnations», explique M. Ellerman. Ce dernier travaille en outre sur ce dossier avec l'association Ashoka dont la mission consiste à encourager l'entrepreneuriat social.

Au cours de l'année à venir, Polaris compte renforcer son action en faveur de l'adoption de mesures nationales et proposer notamment des modèles de lois anti-traite aux États. En outre, Katherine Chon et Derek Ellerman espèrent renforcer la capacité technique de la permanence téléphonique, qui a reçu 6 000 appels l'année dernière, soit trois fois plus que la précédente, et qui a permis de découvrir 2 300 victimes de la traite des personnes.

«Les appels téléphoniques nous aident à découvrir davantage de victimes, à les diriger vers les services compétents et à monter des dossiers contre les trafiquants», indique Mme Chon, tout en citant l'exemple d'une enseignante qui avait suivi un stage de formation sur le repérage des victimes de la traite et qui avait téléphoné pour signaler l'absence de deux jeunes Latino-Américaines aux activités organisées après les cours. Grâce à elle, on a pu les retrouver et poursuivre les trafiquants en justice.

Par ailleurs, Mme Chon envisage d'élargir les partenariats conclus entre Polaris et des organismes d'autres pays. «Nous voulons prendre des mesures sévères à l'égard de marchés très précis et de types particuliers de réseaux criminels – salons de massages asiatiques ou trafic de femmes et d'enfants latino-américains –, chaque marché ayant une dynamique qui lui est propre», fait-elle observer.

Derek Ellerman et Katherine Chon sont convaincus du bien-fondé de leur cause et de leur capacité d'entraîner un changement constructif.

«Je suis persuadée que les gens peuvent changer le cours des choses», affirme Mme Chon dans l'interview qu'elle a accordée à un magazine. «Suivez vos passions, donnez-leur libre cours et n'ayez pas peur d'accepter le défi.»

«La bonne nouvelle, se félicite M. Ellerman, c'est qu'on peut gagner ce combat. À la base, il faut avoir des organismes et des dirigeants habiles, visionnaires et pourtant pragmatiques.» ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne représentent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

Bibliographie, filmographie et sites Internet (en anglais)

LIVRES ET ARTICLES

Ackerman, Peter, and Christopher Kruegler. *Strategic Nonviolent Conflict: The Dynamics of People Power in the Twentieth Century*. Westport, CT: Praeger, 1994.

Asher, Sarah Beth, Lester R. Kurtz, and Stephen Zunes, eds. *Nonviolent Social Movements: A Geographical Perspective*. Malden, MA: Blackwell Publishers, 1999.

Barash, David P. *The Survival Game: How Game Theory Explains the Biology of Cooperation and Competition*. New York, NY: Times Books, 2003.

Chernus, Ira. *American Nonviolence: The History of an Idea*. Maryknoll, NY: Orbis Books, 2004.
<http://spot.colorado.edu/~chernus/NonviolenceBook/index.htm>

Helvey, Robert. *On Strategic Nonviolent Conflict: Thinking About the Fundamentals*. Boston, MA: The Albert Einstein Institution, 2004.
<http://www.aeinstein.org/organizations/org/OSNC.pdf>

Horgan, John. "Has Science Found a Way to End All Wars?" *Discover*, published online (March 13, 2008).
<http://discovermagazine.com/2008/apr/13-science-says-war-is-over-now>

King, Mary. *Mahatma Gandhi and Martin Luther King, Jr. The Power of Nonviolent Action*. Paris: UNESCO Publishing, 1999.

King, Martin Luther. *Dr. Martin Luther King, Jr.'s Radio Address to India*. All India Radio (March 1959).
<http://www.sajaforum.org/2009/01/history-50th-anniversary-of-martin-luther-king-jrs-india-visit.html>

Kurlansky, Mark. *Nonviolence: Twenty-Five Lessons From the History of a Dangerous Idea*. New York, NY: Modern Library, 2006.

Kurlantzick, Josh. "Terrorists Against Terror." *Asia Pacific Defense Forum*, vol. 33, no. 3 (3rd quarter, 2008): pp. 36-40.

Lakshmi, Rama. "Son Retraces King's '59 India Pilgrimage." *The Washington Post* (February 18, 2009).
<http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2009/02/17/AR2009021703040.html>

Martin Luther King and the Montgomery Story (in English and Arabic, comic book format).
<http://www.hamsaweb.org/comic/>

Sharp, Gene. *Politics of Nonviolent Action*. Boston, MA: P. Sargent Publishers, 1973.

Shirky, Clay. *Here Comes Everybody: How Digital Networks Transform Our Ability to Gather and Cooperate*. New York, NY: Penguin Press, 2008.

Staples, Lee. *Roots to Power: A Manual for Grassroots Organizing*. Westport, CT: Praeger, 2004.

Talbot, David. "The Geeks Behind Obama's Web Strategy." *The Boston Globe* (January 9, 2009).
http://www.boston.com/news/politics/2008/articles/2009/01/08/the_geeks_behind_obamas_web_strategy/?page=full

Teaching Nonviolence. Best Practices of Nonviolent Conflict Resolution.
<http://unesdoc.unesco.org/images/0012/001266/126679e.pdf>

Thoreau, Henry David. "Civil Disobedience."
<http://thoreau.eserver.org/civil.html>

Warren, Mark R. *Dry Bones Rattling: Community Building to Revitalize American Democracy*. Princeton, NJ: Princeton University Press, 2001.

FILMS DOCUMENTAIRES ET FILM BIOGRAPHIQUE

A Force More Powerful (2003)

<http://www.aforcemorepowerful.org>

Producer: York Zimmerman, Inc.

Synopsis: This television series profiles how millions of people chose to battle brutality and oppression during the 20th century with nonviolent weapons — and won.

Running Time: 180 minutes

Bringing Down a Dictator: From Dictatorship to Democracy (2003)

<http://www.yorkzim.com/pastProd/bringingDown.html>

Producer: York Zimmerman, Inc.

Synopsis: Learn about nonviolent struggle and action as a means of political defiance. This film also explores how nonviolence helped depose Serbian dictator Slobodan Milosevic.

Running Time: 56 minutes

Eyes on the Prize (1987)

<http://www.pbs.org/wgbh/amex/eyesontheprize/index.html>

Producer: Harry Hampton

Synopsis: *Eyes on the Prize* is an award-winning documentary series on the U.S. civil rights movement that brilliantly illuminates the struggle for racial equality and social justice.

Running Time: 14 hours

The Fight in the Fields: César Chavez and the Farmworkers' Struggle (1997)

<http://www.pbs.org/itvs/fightfields/index.html>

Producer: Paradigm Productions

Synopsis: *The Fight in the Fields* follows the first successful organizing drive of farm workers in the United States, while recounting the many failed and dramatic attempts to unionize that led up to this victory. Among the barriers to organizing was the Bracero Program, which flooded the fields with Mexican contract workers between World War II and the 1960s.

Running Time: 120 minutes

Freedom on My Mind (1994)

<http://www.film.com/movies/freedom-on-my-mind/14697772>

Producer: Connie Field

Synopsis: Telling the dramatic story of the Mississippi voter registration project from 1961 to 1964, *Freedom on My Mind* is a landmark documentary that chronicles the most tumultuous and significant years in the history of the U.S. civil rights movement.

Running Time: 104 minutes

Gandhi (1982)

<http://www.imdb.com/title/tt0083987/>

Producer: Richard Attenborough

Synopsis: The biography of Mahatma Gandhi, who rose from a small-time lawyer to India's spiritual leader through his philosophy of nonviolent but direct-action protest

Running Time: 188 minutes

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES QUI ENCOURAGENT LA NON-VIOLENCE

Burma Global Action Network

<http://www.burma-network.com/>

Día de Solidaridad con Cuba

<http://www.facebook.com/pages/Dia-de-Solidaridad-con-Cuba/12432514783>

Global Youth Movement

<http://www.globalyouthmovement.com/>

Invisible Children

<http://www.invisiblechildren.com/home.php>

Million Voices Against FARC

<http://www.facebook.com/pages/One-million-voices-against-FARC/10780185890>

One Million People Against Crime in South Africa

<http://www.facebook.com/group.php?gid=6340297802>

Le département d'État des États-Unis décline toute responsabilité quant au contenu ou à la disponibilité des ressources indiquées ci-dessus. Tous les sites Internet cités étaient en service en mars 2009.



America.gov

Les États-Unis dans le monde d'aujourd'hui

Site du eJOURNALUSA

<http://www.america.gov>



UNE REVUE
MENSUELLE
PROPOSÉE
DANS
DIFFÉRENTES
LANGUES

